

MAIN BASSE SUR LE CLIMAT

Comment une poignée de puissant·es précipitent le monde vers la catastrophe

www.oxfam.org



OXFAM

Note D'information – Octobre 2025

© Oxfam International octobre 2025

Cette publication a été rédigée par Nafkote Dabi, Alex Maitland et Astrid Nilsson Lewis.

Oxfam remercie Adam Musgrave, Alejandra Isibasi, Alex Poidatz, Amina Hersi, Anjela Taneja, Annie Theriault, Ashfaq Khalfan, Cass Hebron, Christian Hallum, Deepak Xavier, Dorothy Hove, Galia García Palafox, Grazielle Custódio, Hanna Nelson, Irit Tamir, Karelia Pallan, Leah Mugehera, Maite Gauto, Margaret Wanjiru, Max Lawson, Mira Alestig, Mwangala Matakala, Naira Wayand, Rune Stahl, Ruth Mhlanga, Sandar Hla, Sean McTernan, Susana Ruiz et Victoria Harnett pour leurs contributions à l'élaboration de ce rapport.

Gestion du rapport : Sian Jones

Responsable de la publication : Emma Kuria

Édité par : Emma Seery et Adam Houlbrook

Oxfam remercie Anisha Nazareth et Emily Ghosh (Institut de l'environnement de Stockholm, SEI) pour leur contribution à la recherche. Consultez [le tableau de bord des inégalités en matière d'émissions](#) de l'Institut de l'environnement de Stockholm pour obtenir les dernières données sur les émissions par groupe de revenus pour plus de 190 pays.

Pour toute information complémentaire concernant la thématique de ce document, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org.

Cet article fait partie d'une série d'articles rédigés dans le but d'alimenter le débat public sur les questions de développement et de politique humanitaire. Pour plus d'informations sur les questions soulevées dans cet article, veuillez envoyer un e-mail à advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une autorisation des auteur-es est requise et des frais d'utilisation peuvent s'appliquer.

Envoyez un e-mail à policyandpractice@oxfam.org.uk

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de publication.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous le DOI 10.21201/2025.000091. Oxfam GB, Oxfam House, 2600 John Smith Drive, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Pierre Le Grand ; Jérôme Richard) et relu par Morgane Menichini.

Image de couverture et graphiques du rapport conçues par Julie Brunet datacitron.

Table des matières

Résumé	4
Introduction	11
Section 1. Inégalités carbone	13
1.1 Une utilisation inéquitable du budget carbone	13
1.2 Les inégalités en matière d'émissions de carbone provoquent crise après crise	21
1.3 Pourquoi se concentrer sur la réduction des émissions des plus riches ?.....	23
Section 2. Inégalités de pouvoir	25
2.1 Les riches financent le dérèglement climatique	25
2.2 Les banques financent des entreprises très polluantes	29
2.3 L'influence des ultra-riches	30
2.3.1 Quand les lobbies œuvrent pour le dérèglement climatique.....	30
2.3.2 Des poursuites à l'encontre de gouvernements prenant des mesures progressistes en faveur du climat	32
2.3.3 La promotion d'idées dangereuses et contestables sur le changement climatique	33
2.3.4 Financer la haine pour promouvoir les intérêts du secteur des énergies fossiles	34
2.4 Objectif climat et justice sociale	35
Section 3. Vers une transformation juste et équitable	37
Recommandation 1 : Réduire de toute urgence les émissions des ultra-riches	37
Recommandation 2 : Limiter l'influence économique et politique des ultra-riches	39
Recommandation 3 : Investir dans la gouvernance démocratique par les citoyen·nes	40
Recommandation 4 : Adopter une approche équitable vis-à-vis du budget climatique restant.....	42
Recommandation 5 : Bâtir un système économique qui accorde la priorité aux personnes et à la planète.	45
Notes	47
À propos d'Oxfam	<u>56</u>

Résumé

« La COP30 sera notre dernière chance d'éviter une rupture irréversible dans le système climatique¹. »

Luiz Inácio Lula da Silva, Président du Brésil et président de la COP30

Le constat est accablant et l'imminence d'un dérèglement climatique irréversible est incontestable : 2024 a été la première année où les températures moyennes à l'échelle planétaire ont dépassé l'objectif de 1,5 °C convenu au niveau international, marquant la fin de la décennie la plus chaude jamais enregistrée², avec un niveau record d'émissions liées aux combustibles fossiles³.

Le monde s'approche dangereusement d'un dépassement du budget carbone, qui désigne la quantité maximale de CO₂ pouvant être rejeté dans l'atmosphère sans provoquer une augmentation des températures mondiales à long terme supérieure à 1,5 °C. Si les émissions se maintiennent aux niveaux actuels, le budget carbone mondial sera épuisé sous seulement deux ans⁴.

Pour le dire plus simplement, si les gouvernements n'agissent pas collectivement et de toute urgence pour lutter contre les émissions, nous serons bientôt confrontés aux effets de plus en plus catastrophiques et irréversibles du changement climatique.

Les ultra-riches dilapident notre budget carbone

Il est clairement établi que les pays riches sont responsables des émissions historiques de carbone qui ont entraîné une hausse des températures mondiales, mais les *personnes* les plus riches de la planète, où qu'elles vivent, ont elles aussi largement contribué à cet héritage dangereux. Selon une analyse menée par Oxfam sur les émissions liées à la consommation⁵, les 1 % les plus riches dans le monde ont dilapidé 15 % de notre budget carbone depuis 1990⁶. Les émissions par habitant.e des 0,1 % les plus riches ont augmenté de 92 tonnes entre 1990 et 2023, contre seulement 0,1 tonne pour la moitié la plus pauvre de l'humanité⁷. La part des émissions attribuable aux 1 % les plus riches a augmenté de 13 % pendant cette période, tandis que celle des 50 % les plus pauvres a diminué de 3 %⁸.

Main basse sur le climat : quelques chiffres

- Depuis l'Accord de Paris en 2015, les 1 % les plus riches de la population mondiale ont consommé plus du double du budget carbone restant par rapport à la moitié la plus pauvre de l'humanité réunie⁹.
- Depuis 1990, la part des émissions des 1 % les plus riches a augmenté

de 13 % et celle des 0,1 % les plus riches de 32 %, tandis que celle des 50 % les plus pauvres a diminué de 3 %¹⁰.

- Depuis 1990, une personne parmi les 1 % les plus riches a utilisé plus de 100 fois plus de carbone que quelqu'un appartenant aux 50 % les plus pauvres, et 300 fois plus qu'une personne faisant partie des 10 % les plus pauvres¹¹.
- Une personne appartenant aux 0,1 % les plus riches émet plus de 800 kg de CO₂ par jour. Même la personne la plus forte du monde ne pourrait pas soulever un tel poids. En revanche, une personne appartenant aux 50 % les plus pauvres de la population mondiale émet en moyenne seulement 2 kg de CO₂ par jour, un poids que même un petit enfant pourrait soulever¹².
- Si tout le monde émettait autant que les 1 % les plus riches, le budget carbone serait épuisé en moins de trois mois¹³.
- Pour rester dans la limite maximale de 1,5 °C de réchauffement climatique, Oxfam estime que les 1 % et 0,1 % les plus riches devraient réduire leurs émissions par habitant·e de 97 % et 99 % respectivement d'ici 2030¹⁴.
- Les émissions liées aux investissements des 308 milliardaires ont totalisé 586 millions de tonnes d'équivalent CO₂ en 2024, soit plus que les émissions combinées de 118 pays. Si ces personnes étaient un pays, elles se classeraient au quinzième rang des nations les plus polluantes au monde, devant l'Afrique du Sud¹⁵.
- Les émissions annuelles moyennes par milliardaire liées à ses investissements s'élèvent à 1,9 million de tonnes d'équivalent CO₂, soit 346 000 fois plus que celles d'une personne lambda. Ces milliardaires devraient faire près de 10 000 fois le tour du globe dans leurs jets privés pour émettre autant¹⁶.
- Une personne faisant partie des 0,1 % les plus riches émet plus en un jour qu'une personne faisant partie des 50 % les plus pauvres en une année¹⁷.

De toute évidence, de telles émissions par les ultra-riches ne sont pas soutenables. Si nous émettions toutes et tous autant que les 1 % les riches, le budget carbone serait épuisé en moins de trois mois¹⁸. Il est essentiel de rééquilibrer les émissions afin de gagner du temps pour une transition durable, et les personnes les plus riches doivent réduire leurs émissions le plus rapidement et le plus fortement possible. Pour rester dans la limite maximale de 1,5 °C, Oxfam estime que les 1 % et 0,1 % les plus riches devraient réduire leurs émissions par personne de 97 % et 99 % respectivement d'ici 2030¹⁹.

Les émissions liées à la consommation ne sont qu'une partie du tableau. Les personnes les plus riches du monde dirigent et investissent dans des entreprises qui génèrent des émissions de carbone

excessives, sans oublier d'en tirer profit au passage. Les émissions produites par leurs portefeuilles d'investissement²⁰ (entreprises dont elles détiennent au moins 10 %) ont totalisé 586 millions de tonnes d'équivalent CO₂ en 2024, soit plus que les émissions combinées de 118 pays. Les émissions de chaque portefeuille d'investissement ont été calculées en répartissant les émissions de scope 1 et 2 (émissions directes et indirectes d'une entreprise ; voir Encadré 4) des entreprises, proportionnellement à l'ampleur de l'investissement de chaque milliardaire. Ce mode de calcul est conforme aux normes recommandées dans le secteur et il est utilisé par les investisseurs et les fonds de pension²¹.

Oxfam a également identifié les émissions de scope 3 (qui prennent en compte l'ensemble de la chaîne de valeur) de 222 personnes, montrant que les émissions totales liées à leurs investissements en 2024 s'élevaient à 1,85 milliard de tonnes. Cela équivaut à 4 % des émissions mondiales. Si ces personnes étaient un pays, elles seraient le cinquième le plus polluant au monde.

Il est également révélateur que près de 60 % des investissements des milliardaires concernent des « secteurs à fort impact climatique »²², tels que l'exploitation minière ou les entreprises pétrolières et gazières (contre 49 % pour l'indice S&P 1200 Global Index). Une évaluation indépendante de leurs plans de décarbonisation montre que deux tiers des entreprises ne sont pas en phase avec l'objectif de l'Accord de Paris de 1,5 °C et qu'un tiers ont des plans de décarbonisation alignés sur un monde à +4 °C²³. Leurs investissements précipitent le monde vers la catastrophe climatique.

Le secteur bancaire alimente aussi la crise climatique de manière importante : les 60 plus grandes banques à l'échelle mondiale ont engagé 7 900 milliards de dollars sur huit ans (entre 2016 et 2023) dans l'industrie des combustibles fossiles²⁴. Si l'on tient compte des émissions de scope 3, qui incluent le financement des énergies fossiles, les trois entreprises françaises les plus polluantes sont des banques : la BNP Paribas, le Crédit Agricole et la Société Générale. L'entreprise pétrolière Total n'arrive que quatrième²⁵.

Les ultra-riches orientent les politiques à leur avantage et faussent les termes du débat

Les personnes les plus riches du monde et les entreprises qu'elles dirigent exercent en outre un pouvoir excessif sur l'élaboration des politiques et faussent le contexte social et politique plus vaste pour servir leurs propres intérêts.

Aux États-Unis, les grandes entreprises, au premier rang desquelles les entreprises pétrolières et gazières, consacrent en moyenne 277 000 dollars par an au lobbying contre les mesures climatiques²⁶. En

Afrique du Sud, les syndicats professionnels du secteur s'emploient à affaiblir les sanctions infligées aux émetteurs qui dépassent leur budget carbone et à saper le projet de loi sur le changement climatique et la loi sur la taxe carbone²⁷.

De telles dynamiques sapent également les négociations internationales pour le climat. Par exemple, 1 773 lobbyistes représentant les secteurs du charbon, du pétrole et du gaz ont pu accéder à la COP29, soit un contingent plus important que chacune des délégations nationales, sauf trois. Lors de la COP28, les deux tiers des participant·es désigné·es par les Palaos, pays vulnérable au changement climatique, provenaient d'Amazon, de la banque HSBC et du groupe de pression pro-business World Green Economy Organization²⁸. Cette influence induit un contraste fortement avec la participation des personnes les plus touchées par le changement climatique : sur les plus de 50 000 participant·es à la COP29, seulement 180 étaient des représentant·es du Caucus des peuples autochtones²⁹.

Le recours aux mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE) dans de nombreux traités d'investissement pousse le curseur encore plus loin. Il s'agit de « tribunaux d'arbitrage » internationaux secrets auxquels de nombreux pays sont contraints d'adhérer dans le cadre d'accords commerciaux et d'investissement. Ils donnent aux grandes entreprises des moyens juridiques pour poursuivre en justice des États lorsque ceux-ci prennent des mesures progressistes, arguant par exemple que les dépenses progressistes destinées aux énergies vertes nuiraient à leurs profits. Ces actions sont généralement intentées contre des pays à revenu faible et intermédiaire, en grande partie dans le cadre de litiges climatiques, et les indemnités versées sont en augmentation³⁰. Une enquête a révélé que sur le total de 120 milliards de dollars enregistrés dans le cadre des arbitrages RDIE, 84 milliards l'ont été au profit de grandes entreprises du secteur des énergies fossiles et 7,8 autres milliards pour de grandes entreprises minières³¹. Le gouvernement bolivien a pour sa part été contraint de verser 18,7 millions de dollars à une grande société minière à titre de compensation pour avoir révoqué ses licences après que celle-ci avait pollué un espace sacré et menacé la communauté autochtone³².

L'influence des grandes entreprises s'exerce également par le biais de stratégies de relations publiques bien financées. Par exemple, le tristement célèbre calculateur d'empreinte carbone de BP a réussi à imposer un narratif faisant peser la responsabilité climatique sur les individus³³. Les grandes entreprises du secteur des énergies fossiles et leurs bénéficiaires dépensent des sommes colossales pour alimenter la désinformation sur les questions climatiques³⁴. Les frères Koch, qui ont amassé leur fortune grâce aux énergies fossiles, ont ainsi versé plus de 120 millions de dollars à des organisations qui remettent en cause la science du climat³⁵. En 2024, la chaîne française CNews, propriété du milliardaire d'extrême droite Vincent Bolloré, lui-même issu du secteur des énergies fossiles, a été condamnée à une amende de 80 000 euros pour avoir diffusé de fausses informations sur le climat³⁶.

Le plus inquiétant est peut-être la tendance des riches donateurs à

financer des mouvements d'extrême droite et racistes³⁷ profondément climatosceptiques qui s'opposent aux mesures visant à combattre le changement climatique, asseyant ainsi un environnement politique qui vise à empêcher toute action en faveur du climat, tout en alimentant la haine et la division.

Les crises s'enchaînent et les personnes les plus touchées sont systématiquement exclues

Les émissions excessives des 1 % les plus riches exacerbent la faim et, plus largement, les crises économiques et sociales. Trente ans de leurs émissions ont engendré des pertes de récoltes qui auraient pu nourrir 14,5 millions de personnes chaque année³⁸. Les émissions imputables aux 1 % les plus riches de la population sur la seule année 2019 causeront 1,3 million de décès liés à la chaleur au cours du siècle prochain, dont les premières victimes seront les femmes et les personnes âgées³⁹. On estime également que les émissions des 1 % les plus riches causeront 44 000 milliards de dollars de dommages économiques aux pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure d'ici 2050⁴⁰.

Les personnes qui ont le moins contribué au changement climatique (les plus pauvres, les femmes, les communautés racialisées et les peuples autochtones) sont les premières et les plus durement touchées par ses effets. Ce sont pourtant celles qui ont le moins de pouvoir pour influencer les réponses politiques à la crise climatique et à la crise des inégalités, qui se recoupent. Ces personnes sont en première ligne et jouent un rôle essentiel dans la protection des écosystèmes, le renforcement de la résilience et l'action face à la crise climatique grâce à des réponses à faible intensité carbone menées par les communautés. Il ne saurait y avoir de transition juste sans la participation significative et substantielle de la société civile et des groupes concernés, et sans politiques visant à porter leur voix et à renforcer leur capacité d'influence.

Mais une transformation juste et équitable est toujours possible

Il est indéniable que des mesures urgentes doivent être prises pour éviter un effondrement climatique total et que les inégalités excessives actuelles, tant en matière économique qu'en termes de pouvoir, compromettent les progrès réalisés. L'existence même de richesses extrêmes génère des émissions excessives, et les idéologies et dynamiques de pouvoir qui alimentent les inégalités sont les mêmes que celles qui permettent aux entreprises et à leurs riches propriétaires d'échapper à la réglementation et de maintenir le monde dans la

dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles. Les États du monde entier doivent briser ce cercle vicieux.

Nous appelons les États à :

1. **Réduire les émissions des ultra-riches afin de s'attaquer à la crise climatique et à la crise des inégalités.** Cela inclut ce qui suit :
 - Augmenter la fiscalité pour les personnes les plus riches du monde en introduisant des impôts progressifs permanents sur leurs revenus et leur fortune.
 - Mettre en place un impôt permanent sur les bénéfices excédentaires des grandes entreprises, fixé à 50 % sur les rendements des actifs totaux supérieurs à 10 %.
 - Augmenter les taxes sur les produits et activités de luxe à forte intensité carbone, tels que les jets privés et les superyachts, ou les interdire purement et simplement.
2. **Limiter l'influence économique et politique des ultra-riches.** Cela inclut ce qui suit :
 - Restreindre ou interdire les dons et le lobbying des grandes entreprises du secteur des énergies fossiles, et interdire leur participation aux négociations sur le climat.
 - Limiter le contrôle des médias par les riches pollueurs, notamment en interdisant ou en réglementant strictement les publicités s'apparentant à du greenwashing.
 - Rejeter les mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE) en excluant les clauses de ce type de tous les futurs traités.
3. **Investir dans la gouvernance démocratique par les citoyen-nes.** Cela inclut ce qui suit :
 - Donner à la société civile la place qui lui revient à la table des discussions lors des processus de planification et de prise de décision en matière de climat à tous les niveaux.
 - Renforcer le pouvoir et amplifier la voix de la société civile en protégeant et en préservant activement l'espace civique.
 - Adopter des politiques qui s'attaquent aux impacts disproportionnés du changement climatique sur les femmes, les filles, les personnes non binaires et les communautés racisées.
4. **Adopter une approche équitable vis-à-vis du budget climatique restant.** Cela inclut ce qui suit :
 - S'engager lors de la COP30 à respecter les contributions déterminées au niveau national (CDN) qui reflètent les émissions historiques, la capacité d'agir et l'équité au sein de chaque pays.
 - S'engager à utiliser le budget carbone restant pour lutter contre la pauvreté, les inégalités et la crise climatique.
 - Veiller à ce que les pays riches fournissent également un financement ambitieux en faveur du climat, ainsi que des technologies et des brevets qui permettront de mettre tout le monde sur un pied d'égalité.
5. **Bâtir un système économique qui accorde la priorité aux personnes et à la planète.** Cela inclut ce qui suit :

- Rejeter l'économie néolibérale dominante et adopter un rôle proactif pour mettre l'économie sur la voie de la durabilité et de l'équité.
- Fixer des objectifs ambitieux pour réduire de manière significative et durable l'écart entre les personnes les plus riches et le reste du monde.
- Rééquilibrer les institutions internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), afin de garantir que les pays du Sud disposent de l'autonomie dont ils ont besoin.

Introduction

Une étape funeste pour l'humanité a été franchie en 2024, première année où les températures mondiales moyennes ont dépassé les 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels. En d'autres termes, nous avons franchi pour la première fois le seuil à ne pas dépasser pour éviter les pires impacts du réchauffement climatique sur les personnes et la planète. Et les preuves que le monde est sur le point de dépasser l'objectif à *long terme* de 1,5 °C sont accablantes.

Les 10 dernières années ont été les 10 années les plus chaudes jamais enregistrées⁴¹ et les deux tiers de la surface terrestre ont enregistré des températures record en 2024⁴². La même année, les émissions liées aux combustibles fossiles ont atteint leur plus haut niveau⁴³, sans qu'il y ait le moindre signe qu'elles aient atteint leur pic.

Selon les dernières estimations, pour avoir ne serait-ce que 50 % de chances de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C, l'humanité ne peut plus émettre que 130 Gt de CO₂ supplémentaires⁴⁴. Au rythme actuel des émissions, cela ne nous laisse que deux ans avant que le budget carbone soit entièrement épuisé⁴⁵. Pour avoir 50 % de chances de limiter le réchauffement climatique à 2 °C, le budget carbone restant au début de l'année 2025 était de 1 050 Gt de CO₂. La différence entre un réchauffement de 1,5 °C et de 2 °C est colossale. Les impacts sur les espèces végétales, les insectes, les chaleurs extrêmes et l'accès à l'eau douce sont deux à trois fois plus graves avec un réchauffement de 2 °C qu'avec un réchauffement de 1,5 °C, avec des conséquences dévastatrices sur la pauvreté et la mortalité⁴⁶. Avec 2 °C de réchauffement, 37 % de la population mondiale sera exposée à des chaleurs intenses tous les un à cinq ans⁴⁷.

Dix ans après l'Accord de Paris, le président du Brésil a qualifié la COP30, qui se tiendra cette année et qu'il présidera, de dernière chance d'éviter une rupture irréversible du système climatique⁴⁸.

Ce rapport présente les dernières preuves que les personnes les plus riches de la société portent une grande responsabilité dans l'épuisement rapide de notre budget carbone et dans l'accélération du réchauffement climatique. Il appelle les gouvernements à mener une réponse collective à la crise climatique pour s'attaquer aux inégalités économiques et de pouvoir qui sont à l'origine des émissions et font peser sur l'avenir de la vie sur Terre un danger réel et imminent.

La section 1 présente la nouvelle analyse d'Oxfam sur le rôle que jouent les personnes les plus riches dans l'aggravation de la crise climatique. Les données les plus récentes, qui remontent à 2023, montrent qu'au cours des trois dernières décennies, une personne appartenant aux 1 % les plus riches a émis 100 fois plus de gaz à effet de serre qu'une personne appartenant aux 50 % les plus pauvres et 300 fois plus qu'une personne parmi les 10 % les plus pauvres⁴⁹. Les recherches menées par

Oxfam montrent clairement qu'il ne sera possible d'éviter un dérèglement climatique total que si les gouvernements s'attaquent aux émissions excessives des plus riches.

La section 2 montre comment les ultra-riches utilisent leur pouvoir économique et politique pour maintenir le monde dans la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles et empêcher toute réforme progressiste. Dans le même temps, la plupart des personnes sont exclues des discussions politiques, en particulier les plus pauvres, les femmes, les personnes non binaires, les communautés racisées et les peuples autochtones, qui sont généralement les plus touché-es par le changement climatique. Tout espoir d'une transition juste réside dans une action décisive pour transformer ces rapports de force et bâtir une gouvernance plus démocratique.

La section 3 formule des recommandations politiques, détaillant les mesures audacieuses et décisives nécessaires pour une transformation juste pour les populations et la planète.

L'objectif convenu à Paris de maintenir le réchauffement climatique en dessous du seuil de +1,5 °C n'est pas mort, mais il est sous perfusion. Pour les gouvernements, la COP30 doit être l'occasion d'agir pour garantir que les personnes et les pays les plus riches du monde opèrent des changements radicaux et urgents afin de réduire leurs émissions, conformément à l'accord de Paris et à leur responsabilité dans l'accélération de la crise climatique. Ce doit être l'année où les personnes les plus pauvres, les femmes, les peuples autochtones, les communautés traditionnelles et les autres groupes marginalisés auront leur place à la table des décisions, et où les peuples du monde entier se soulèveront ensemble pour exiger le changement.

Section 1. Inégalités carbone

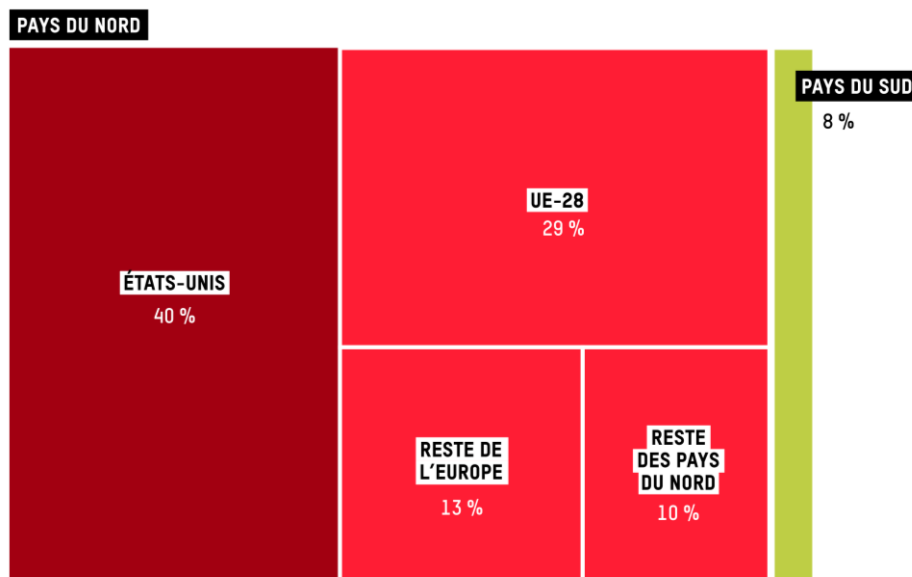
« Les riches sont à l'origine du problème, les pauvres en paient le prix fort⁵⁰ »

António Guterres, secrétaire général de l'ONU, dans son discours prononcé devant les dirigeant-es du monde entier lors de la COP29

1.1 Une utilisation inéquitable du budget carbone

Les très fortes inégalités des émissions entre les pays sont bien documentées : quelques nations riches du Nord sont responsables de la grande majorité des émissions historiques de gaz à effet de serre. Une étude réalisée en 2020 par Jason Hickel a révélé que les pays du Sud, dont la majorité sont des pays à revenu faible et intermédiaire, ne sont responsables que de 8 % du dérèglement climatique (voir Graphique 1). Contrairement aux mesures conventionnelles, cette étude utilise une approche fondée sur l'équité, prenant en compte le niveau acceptable d'émissions globales pour chaque pays, ainsi que sur les émissions liées à la consommation plutôt que sur les émissions territoriales, afin de fournir une estimation beaucoup plus juste et équitable.

Graphique 1. Responsabilité dans le dérèglement climatique



Source : Hickel (2020)⁵¹.

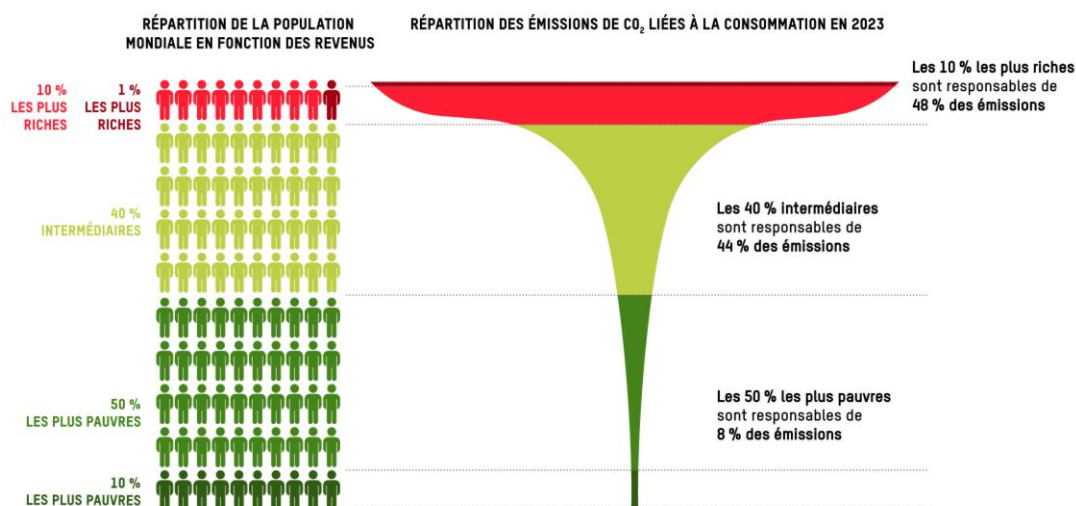
Note : graphique montrant le pourcentage de responsabilité dans le dérèglement climatique. Les États-Unis sont responsables à 40 %, l'UE-28 à 29 %, le reste de l'Europe à 13 % et le reste des pays du Nord à 10 %, tandis que les pays du Sud ne sont responsables qu'à hauteur de 8 %.

Les inégalités des émissions individuelles en fonction des revenus sont moins étudiées, mais les données disponibles sont sans équivoque. Ce ne sont pas seulement les pays riches qui sont responsables de

l'épuisement de notre budget carbone et de l'aggravation du réchauffement climatique actuel, mais aussi les personnes les plus riches du monde. La majorité des ultra-riches vivent dans les pays du Nord ; 86 % des 0,1 % les plus riches y vivent, produisant 6 % de toutes les émissions mondiales⁵². Mais les ultra-riches dans les nations plus pauvres ne sont pas moins coupables. Par exemple, une personne qui fait partie des 0,1 % les plus riches du Népal, un pays dont la part dans les émissions historiques est très faible, émet huit fois plus qu'une personne appartenant aux 50 % les plus pauvres du Royaume-Uni⁵³. La lutte contre l'impact démesuré des personnes les plus riches du monde, où qu'elles vivent, doit être au cœur des mesures visant à mettre fin à la crise climatique.

À partir des données fournies par le Stockholm Environment Institute (SEI), qui couvrent une période allant jusqu'en 2023, Oxfam a étudié la répartition des émissions liées à la consommation (y compris les émissions importées) entre les différents groupes de revenus, ainsi que la part du budget carbone historique pouvant être attribuée à chacun d'entre eux⁵⁴. Comme le montre le célèbre graphique en forme de coupe de champagne (Graphique 2), les inégalités mondiales en matière d'émissions de CO₂ sont tout aussi marquées qu'il y a dix ans, lorsqu'Oxfam a publié pour la première fois ses données sur les inégalités carbone. Les tableaux 1 et 2 reprennent les points clés.

Graphique 2. Émissions liées à la consommation par groupe de revenu au niveau mondial en 2023



Source : analyse d'Oxfam des données du Stockholm Environment Institute. Voir la note méthodologique.

Remarque : graphique en forme de coupe de champagne illustrant la part croissante des émissions des groupes aux revenus les plus élevés. Les 50 % les plus pauvres étaient à l'origine de 8 % des émissions mondiales liées à la consommation en 2023, contre 48 % des émissions pour les 10 % les plus riches.

Encadré 1. Main basse sur le climat : quelques chiffres

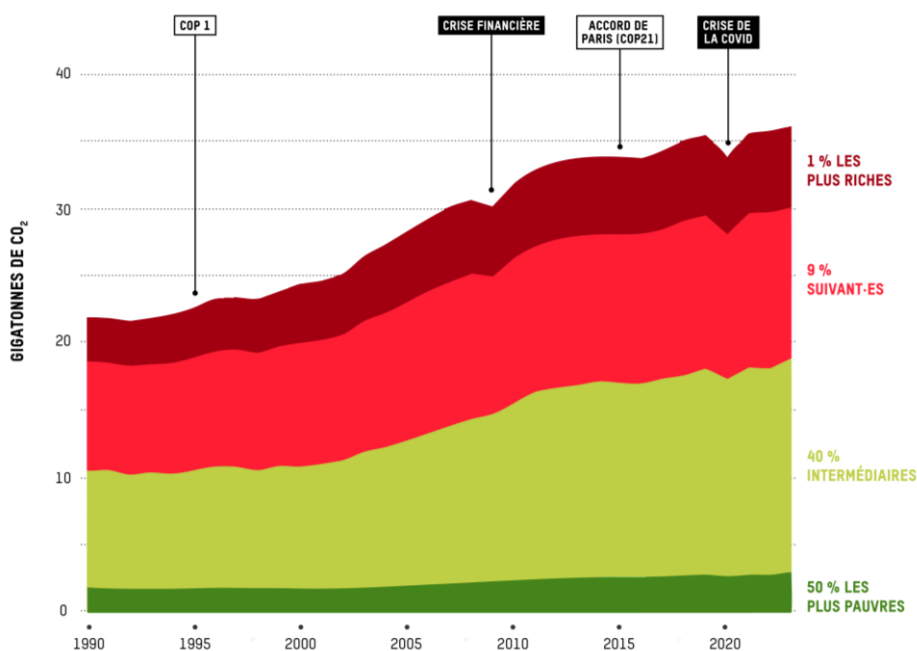
- Depuis l'Accord de Paris en 2015, les 1 % les plus riches de la population mondiale ont consommé plus du double du budget carbone restant par rapport à la moitié la plus pauvre de l'humanité réunie⁵⁵.

- Depuis 1990, la part des émissions des 1 % les plus riches a augmenté de 13 % et celle des 0,1 % les plus riches de 32 %, tandis que celle des 50 % les plus pauvres a diminué de 3 %⁵⁶.
- Depuis 1990, une personne parmi les 1 % les plus riches a utilisé plus de 100 fois plus de carbone que quelqu'un appartenant aux 50 % les plus pauvres, et 300 fois plus qu'une personne faisant partie des 10 % les plus pauvres⁵⁷.
- Une personne appartenant aux 0,1 % les plus riches émet plus de 800 kg de CO₂ par jour. Même la personne la plus forte du monde ne pourrait pas soulever un tel poids. En revanche, une personne appartenant aux 50 % les plus pauvres de la population mondiale émet en moyenne seulement 2 kg de CO₂ par jour, un poids que même un petit enfant pourrait soulever⁵⁸.
- Si tout le monde émettait autant que les 1 % les plus riches, le budget carbone serait épuisé en moins de trois mois⁵⁹.
- Pour rester dans la limite maximale de 1,5 °C de réchauffement climatique, Oxfam estime que les 1 % et 0,1 % les plus riches devraient réduire leurs émissions par personne de 97 % et 99 % respectivement d'ici 2030⁶⁰.
- Les émissions liées aux investissements des 308 milliardaires ont totalisé 586 millions de tonnes d'équivalent CO₂ en 2024, soit plus que les émissions combinées de 118 pays. Si ces personnes étaient un pays, elles se classeraient au quinzième rang des nations les plus polluantes au monde, devant l'Afrique du Sud⁶¹.
- Les émissions annuelles moyennes par milliardaire liées à ses investissements s'élèvent à 1,9 million de tonnes d'équivalent CO₂, soit 346 000 fois plus que celles d'une personne lambda. Ces milliardaires devraient faire près de 10 000 fois le tour du globe dans leurs jets privés pour émettre autant⁶².
- Une personne faisant partie des 0,1 % les plus riches émet plus en un jour qu'une personne faisant partie des 50 % les plus pauvres en une année⁶³.

En 1990, le premier rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) mettait en garde contre les dangers du réchauffement climatique et estimait que 1 149 Gt de CO₂ pouvaient être émises en toute sécurité, avec 50 % de chances de maintenir le réchauffement mondial en dessous du seuil de 1,5 °C. Au cours des 24 dernières années, les émissions ont continué d'augmenter (Graphique 3) et 89 % de ce budget carbone restant a été utilisé⁶⁴. Par ailleurs, depuis l'Accord de Paris en 2015, les 1 % les plus riches de la population mondiale ont consommé plus du double du budget carbone restant par rapport à la moitié la plus pauvre de l'humanité réunie⁶⁵.



Graphique 3. Émissions totales par groupe de revenu, de 1990 à 2023



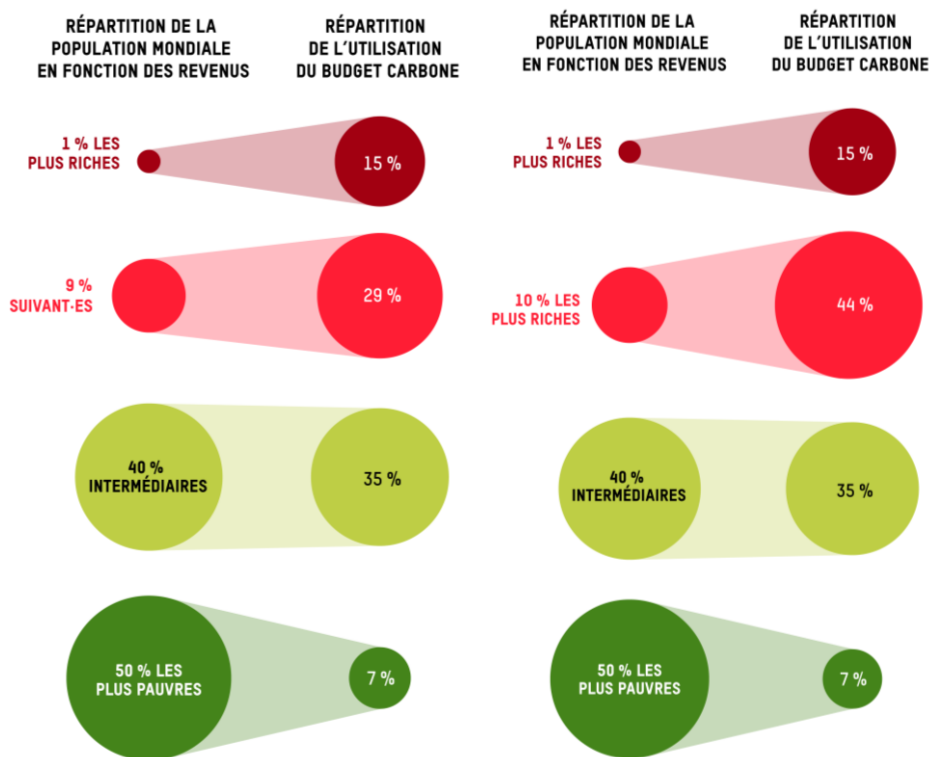
Source : analyse d'Oxfam des données du Stockholm Environment Institute. Voir la note méthodologique.

Remarque : graphique linéaire représentant les émissions mondiales liées à la consommation par groupe de revenu entre 1990 et 2023. Les émissions des 50 % les plus pauvres n'ont pratiquement pas changé, tandis que celles des 1 % et des 9 % les plus riches ont considérablement augmenté.

Ensemble, les 1 % les plus riches sont responsables de l'épuisement de 15 % de ce budget carbone (Graphique 4)⁶⁶. Depuis 1990, une personne parmi les 1 % les plus riches a utilisé plus de 100 fois plus de carbone que quelqu'un appartenant aux 50 % les plus pauvres, et 300 fois plus qu'une personne faisant partie des 10 % les plus pauvres⁶⁷.



Graphique 4. Comparaison de la part de la population, de l'utilisation du budget carbone (1990-2023), par groupe de revenu



Source : analyse d'Oxfam des données du Stockholm Environment Institute. Voir la note méthodologique.

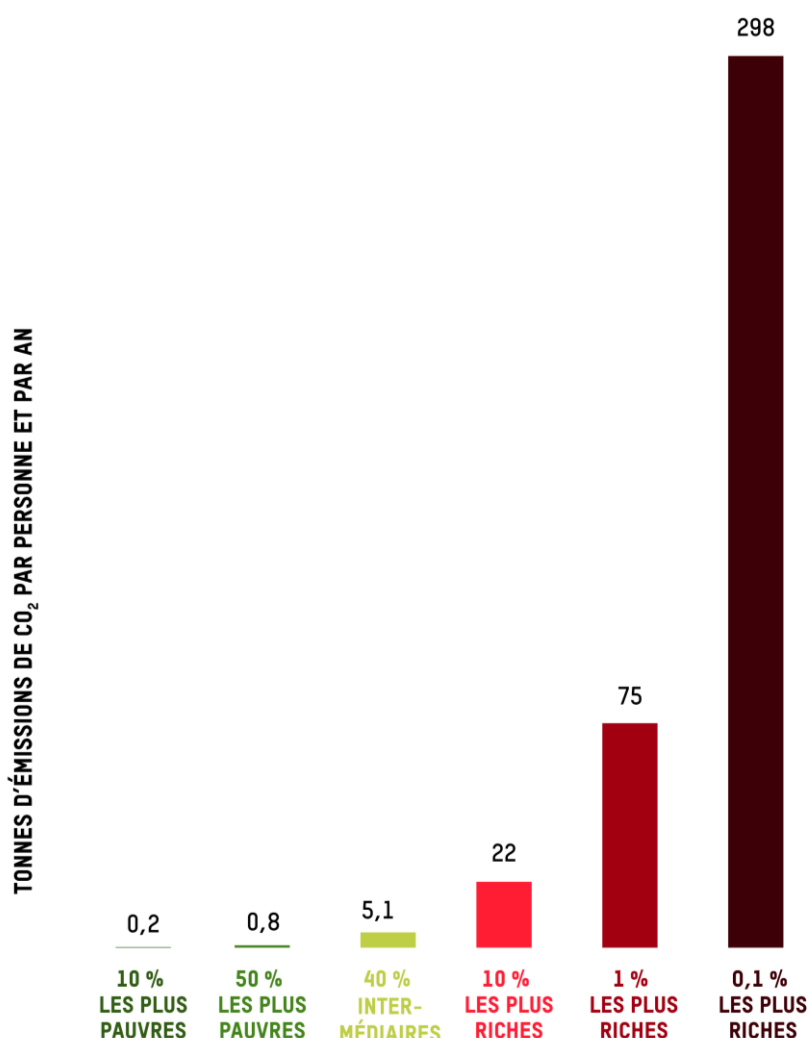
Remarque : graphique illustrant à la fois la part de la population et l'utilisation du budget carbone, qui révèle que, proportionnellement à leur population, les groupes les plus riches ont consommé une part beaucoup plus grande du budget carbone que les groupes les plus pauvres.

Ramenées à l'échelle individuelle, les émissions des ultra-riches sont astronomiques (Graphique 5). Pour les 0,1 % les plus riches, les émissions ont augmenté de 92 tonnes entre 1990 et 2023, contre seulement 0,1 tonne pour la moitié la plus pauvre de l'humanité⁶⁸.

Les 0,1 % les plus riches, qui pourraient le plus facilement réduire leurs émissions, sont aussi celles et ceux qui les augmentent le plus. Leurs émissions ont augmenté de 3 tonnes par personne et par an entre 1990 et 2023, tandis que celles des 50 % les plus pauvres n'ont augmenté que de 3 kg par personne et par an⁶⁹. La part des émissions attribuable aux 1 % les plus riches a augmenté de 13 % pendant cette période, tandis que celle des 50 % les plus pauvres a diminué de 3 %⁷⁰.

Dans certains des pays les plus riches, les émissions des populations les plus pauvres ont connu soit la plus forte diminution, soit la plus faible augmentation, tandis que celles des plus riches ont connu la plus forte augmentation. Au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Canada, les émissions des 0,1 % les plus riches ont augmenté respectivement de 53 %, 30 % et 44 % entre 1990 et 2023, tandis que celles des 90 % les plus pauvres ont diminué de 26 % au Royaume-Uni et augmenté respectivement de 10 % et 3 % aux États-Unis et au Canada⁷¹.

Graphique 5. Émissions par habitant-e, en 2023



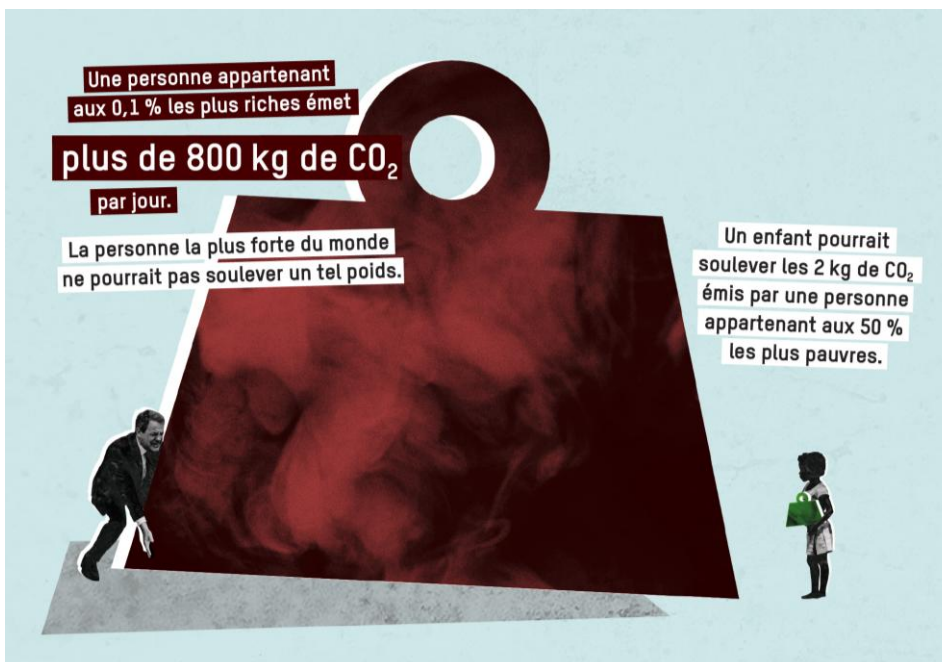
Source : analyse d'Oxfam des données du Stockholm Environment Institute. Voir la note méthodologique.

Remarque : graphique à barres illustrant les émissions annuelles par habitant-e selon le groupe de revenu : les 50 % les plus pauvres émettent 0,8 tonne de CO₂ par personne et par an, tandis que les 0,1 % les plus riches émettent 298 tonnes de CO₂ par personne et par an.

Encadré 2. Le fardeau inégal des émissions de carbone

Une personne appartenant aux 0,1 % les plus riches émet plus de 800 kg de CO₂ par jour. Même la personne la plus forte du monde ne pourrait pas soulever un tel poids. En revanche, une personne appartenant aux 50 % les plus pauvres de la population mondiale émet en moyenne seulement 2 kg de CO₂ par jour, un poids que même un petit enfant pourrait soulever⁷².

Ces données indiquent que les personnes les plus riches du monde ont une lourde part dans le réchauffement climatique et démontrent que les politiques visant à lutter contre la crise climatique doivent tenir compte des responsabilités de ces personnes (voir Section 3). Les ultra-riches doivent supporter la majeure partie des coûts liés au maintien du réchauffement climatique en dessous du seuil de 1,5 °C.



L'examen de la situation actuelle confirme sans appel que les émissions excessives des ultra-riches sont incompatibles avec un avenir durable pour l'humanité et la planète. Depuis 2025, il nous reste 130 Gt de CO₂ à émettre avant d'atteindre le seuil de 1,5 °C. Au rythme actuel, il faudra deux ans pour épuiser ce budget restant. Mais si l'ensemble de la population mondiale émettait autant que les ultra-riches, ce délai serait nettement plus court.

- Si tout le monde émettait autant que les 1 % les plus riches (au rythme actuel de leurs émissions), le budget carbone serait épuisé en moins de trois mois⁷³.
- Si tout le monde émettait autant que les 10 % les plus riches (au rythme actuel de leurs émissions), le budget carbone serait épuisé en neuf mois⁷⁴.

Les personnes les plus riches doivent réduire considérablement leurs émissions pour que les plus pauvres puissent satisfaire leurs besoins essentiels. Il s'agit là d'une exigence incontournable pour mettre fin à la pauvreté.



Tableau 1 : Émissions dans le monde par groupe de revenu, en 2023

	Population	Émissions par groupe de revenu, en Gt de CO ₂	Part des émissions, en %	Émissions annuelles par personne, en tonnes de CO ₂ /habitant-e
0,1 % les plus riches	7 900 000	2,4	6,5	298
1 % les plus riches	79 000 000	6	17	75
10 % les plus riches	790 000 000	17	48	22
40 % intermédiaires	3 100 000 000	16	44	5,1
50 % les plus pauvres	3 900 000 000	3	8	0,8
10 % les plus pauvres	790 000 000	0,2	0,4	0,2

Source : analyse d'Oxfam des données du Stockholm Environment Institute. Voir la note méthodologique.

Tableau 2 : Émissions dans le monde par groupe de revenu, de 1990 à 2023

	Émissions cumulées (1990-2023), en Gt de CO ₂	Part des émissions (1990-2023), en %	Variation relative de la part des émissions entre 1990 et 2023	Variation relative des émissions par habitant-e entre 1990 et 2023
0,1 % les plus riches	59	6	Hausse de 32 %	Hausse de 45 %
1 % les plus riches	167	17	Hausse de 13 %	Hausse de 21 %
10 % les plus riches	506	52	Baisse de 8 %	Baisse de 1 %
40 % intermédiaire	400	41	Hausse de 11 %	Hausse de 22 %

	Émissions cumulées (1990-2023), en Gt de CO ₂	Part des émissions (1990-2023), en %	Variation relative de la part des émissions entre 1990 et 2023	Variation relative des émissions par habitant·e entre 1990 et 2023
es				
50 % les plus pauvres	76	8	Baisse de 3 %	Hausse de 6 %
10 % les plus pauvres	5,5	0,6	Baisse de 23 %	Baisse de 16 %

Source : analyse d'Oxfam des données du Stockholm Environment Institute. Voir la note méthodologique.

Nous avons besoin de toute urgence d'une stratégie plus ambitieuse pour réduire les émissions et les inégalités. D'après les calculs d'Oxfam, pour rester dans la limite maximale de 1,5 °C, Oxfam estime que les 1 % et 0,1 % les plus riches devraient réduire leurs émissions annuelles par personne de 97 % et 99 % respectivement d'ici 2030⁷⁵.

Plutôt que de laisser les ultra-riches continuer à épuiser le reste du budget carbone mondial, les gouvernements doivent se concentrer sur deux objectifs : réduire les inégalités grâce à la fiscalité, aux services publics et à d'autres mesures, et décarboniser l'économie mondiale.

1.2 Les inégalités en matière d'émissions de carbone provoquent crise après crise

Les inégalités en matière d'émissions de carbone et les émissions excessives des ultra-riches, ainsi que les répercussions plus larges du changement climatique, ont des conséquences économiques et sociales catastrophiques et compromettent la réduction des inégalités et de la pauvreté. Ces inégalités alimentent :

Une crise alimentaire. Trente ans d'émissions des 1 % les plus riches ont engendré des pertes de récoltes qui auraient pu nourrir 14,5 millions de personnes chaque année⁷⁶. Cela touche de manière disproportionnée les femmes et les filles, qui représentent 60 % des 24 millions de personnes supplémentaires ayant souffert de faim aiguë en 2024 par rapport à 2023⁷⁷.

Une crise économique. Entre 1990 et 2050, les émissions des 1 % les plus riches auront causé 44 000 milliards de dollars de dommages économiques aux pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure⁷⁸. Une fois encore, cela expose les femmes à un risque accru, car elles sont plus susceptibles d'être touchées lorsque les services publics sont réduits ou restreints.

Une crise sanitaire. Les émissions imputables aux 1 % les plus riches sur la seule année 2019 causeront 1,3 million de décès liés à la chaleur au cours du siècle prochain, dont les premières victimes seront les

femmes et les personnes âgées⁷⁹. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, les effets du changement climatique sur la santé coûteront entre 2 et 4 milliards de dollars par an d'ici 2030⁸⁰.

Une crise de l'éducation. Au moins un·e élève sur sept dans le monde a vu sa scolarité perturbée par des aléas climatiques en 2024, dont 74 % dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure⁸¹.

Une crise de genre et des inégalités. Les femmes, les personnes non binaires, les communautés racisées et les peuples autochtones sont touché·es de manière disproportionnée par la crise climatique. Par exemple, une étude sur les décès liés à la chaleur au Brésil a révélé des taux de mortalité plus élevés chez les femmes issues de la diversité, les personnes ayant un faible niveau d'éducation et les personnes noires, issues de peuples autochtones et non blanches⁸². Ces personnes subissent également de plein fouet les effets indirects du changement climatique, tels que l'augmentation de la charge de travail liée aux soins et une vulnérabilité accrue aux violences basées sur le genre.

Une crise des droits humains. La crise climatique menace le respect effectif d'une série de droits humains : droit à la vie, accès à l'eau, assainissement, nourriture, santé, logement, autodétermination, culture et développement.

Les populations des pays du Sud, en particulier les femmes, les personnes non binaires, les peuples autochtones et les communautés racisées vivant dans la pauvreté, sont les premières et les plus durement touchées par les effets de la crise climatique. Or, elles sont exclues des décisions relatives au climat. Parallèlement, les plus riches peuvent se protéger des pires conséquences et exercer un pouvoir et une influence indus pour orienter les politiques en leur faveur (voir Section 2).

Encadré 3. Plongée dans l'œil du cyclone – L'histoire d'Abigail Andrade

Il est fréquent de voir les milliardaires et les ultra-riches amarrer leurs superyachts au large des côtes d'Acapulco, au Mexique.

Dans la nuit du 22 octobre 2023, ces yachts se trouvaient sur la trajectoire de l'ouragan Otis, de catégorie 5.

Abigail Andrade, stewardess et hôtesse d'intérieur âgée de 29 ans, a été contrainte, avec d'autres membres d'équipage, de rester à bord du superyacht Litos alors que la tempête approchait. Tandis que les riches invité·es et propriétaires se réfugiaient à terre, Abigail et les autres membres d'équipage reçurent l'ordre de protéger le navire alors que la tempête se déchaînait sur elles et eux⁸³.

Dans son dernier message adressé à sa sœur, elle écrit : « Je ne veux pas être entraînée au fond de l'océan. Les vagues font deux mètres de haut. Le vent est déchaîné. »

Cette nuit-là, le yacht a coulé et tou·te·s les membres d'équipage ont perdu la vie. Le corps d'Abigail n'a jamais été retrouvé. Il a fallu deux mois aux compagnies d'assurance pour se rendre sur place, mais elles ont alors décidé qu'il ne serait pas rentable de renflouer l'épave et de récupérer les

corps des membres d'équipage. Sans la dépouille d'Abigail, celle-ci est légalement considérée comme disparue, et ses proches, notamment ses deux enfants, se battent pour obtenir l'aide du gouvernement fédéral. La famille d'Abigail n'a reçu ni indemnisation ni excuses de la part de Carlos Smeke, le propriétaire multimillionnaire du yacht.

Le changement climatique rend les ouragans plus puissants et plus fréquents⁸⁴, et accélère également l'intensification rapide des tempêtes⁸⁵. L'ouragan Otis est passé de la catégorie 1 à la catégorie 5 en quelques heures, laissant aux populations moins de temps que jamais pour se préparer à ses effets dévastateurs.

Les superyachts émettent des centaines de milliers de tonnes de CO₂ par an⁸⁶, contribuant directement au dérèglement climatique incontrôlé, et par conséquent à des ouragans plus violents et plus puissants ainsi qu'à d'autres phénomènes météorologiques extrêmes.

1.3 Pourquoi se concentrer sur la réduction des émissions des plus riches ?

Les faits sont là : il reste très peu de carbone pouvant être consommé sans provoquer une augmentation des températures supérieure au seuil de 1,5 °C, et très peu de temps pour changer de cap. Parallèlement, les personnes les plus riches du monde sont responsables de la majorité des émissions historiques, actuelles et prévues à l'avenir, tandis que les groupes les plus pauvres et marginalisés sont les plus durement touchés par les effets du changement climatique.

Outre leur contribution disproportionnée au changement climatique, il existe d'autres raisons impérieuses pour lesquelles les politiques gouvernementales doivent se concentrer sur la réduction drastique des émissions des personnes les plus riches du monde.

Pour la plupart des gens, les principales sources d'émissions sont dictées par les infrastructures énergétiques, agricoles et de transport, qui sont conçues par les politiques gouvernementales et le secteur privé. Et en général, évoluer en dehors de ces infrastructures coûte excessivement cher.

Pour les personnes les plus pauvres, la réduction de la consommation d'énergie risque d'avoir un impact négatif sur leur bien-être. Sans compter que leurs émissions sont déjà probablement faibles : 45 % de la population mondiale vit avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté établi à 6,85 dollars par personne et par jour et émet très peu de gaz à effet de serre. En revanche, l'étude menée par Oxfam sur les émissions liées au mode de vie des ultra-riches a révélé que les émissions produites en une seule année par le yacht et le jet privé d'une personne milliardaire sont supérieures à celles émises par une personne lambda au cours de toute sa vie⁸⁷. Si ces milliardaires renonçaient à ne serait-ce qu'un seul de ces luxes, cela aurait un impact significatif sur les

émissions de carbone, sans pour autant affecter leur bien-être.

Cela illustre le problème posé par les politiques climatiques qui ignorent les inégalités, telles que l'augmentation des taxes sur les carburants ou la tarification du carbone, qui ne tiennent pas compte des niveaux inégaux d'émissions ni de la capacité des différents groupes de revenu à absorber le coût. Cela souligne la nécessité de mettre en place des politiques qui tiennent compte des inégalités, telles que les taxes sur les produits de luxe et un impôt sur la fortune. Les politiques qui ignorent les inégalités risquent également d'aggraver la pauvreté et alimentent un sentiment hostile envers toute action climatique.

Peut-être plus important encore, les inégalités en matière d'émissions persistent parce que les plus riches ont une influence démesurée dans les sphères politiques et économiques, par le biais d'activités telles que le lobbying, le travail d'influence et la publicité. Il est tout à fait crucial de bousculer ces rapports de force pour maintenir le réchauffement climatique en dessous du seuil de 1,5 °C. Un tel changement ne saurait se produire sans une redistribution significative du pouvoir et de l'argent. Tel est l'objet de la Section 2.

Section 2. Inégalités de pouvoir

« C'est une invitation que je vous adresse. En cette COP, découvrez nos histoires, écoutez nos voix, honorez nos savoirs. Et puis, décidez : avancez avec nous... ou laissez-nous la voie⁸⁸. »
India Logan-Riley, militante pour le climat de la communauté maorie lors de la COP26

La première section a démontré que ce sont les personnes les plus riches qui génèrent le plus d'émissions. La présente section s'intéresse à la manière dont les ultra-riches et les oligarques du secteur privé ne se contentent pas de tirer d'énormes profits de ce système, mais utilisent également leur position dominante pour enfermer l'humanité dans une économie à forte intensité carbone afin de maximiser ces profits. Pour ce faire, elle examine tout d'abord le pouvoir économique des milliardaires. L'analyse des tendances d'investissement des personnes les plus riches peut aider à déterminer dans quelle mesure ces dernières soutiennent les industries des combustibles fossiles et d'autres secteurs très polluants. La présente section examine ensuite l'influence politique des milliardaires. Elle explique comment les milliardaires et leurs entreprises influencent les politiques climatiques nationales et mondiales et financent des groupes d'extrême droite et autres médias alternatifs afin d'attiser la haine et de promouvoir leurs programmes anti-réglementation et anti-climat.

2.1 Les riches financent le dérèglement climatique

Une poignée d'entreprises est responsable de la grande majorité des émissions de carbone, et ce sont les ultra-riches qui possèdent, dirigent, investissent et tirent profit de la plupart de ces entreprises qui alimentent le changement climatique.

Les émissions des entreprises sont classées en trois catégories, appelées émissions de scope 1, 2 et 3, conformément à une norme élaborée par le World Resources Institute et le World Business Council for Sustainable Development (voir Encadré 4). Beaucoup d'entreprises rendent compte de leurs émissions de scope 1 et 2. Elles sont nettement moins nombreuses à déclarer leurs émissions de scope 3.

Encadré 4. Mesure des émissions des entreprises

- Les émissions de scope 1 proviennent de sources contrôlées directement par une organisation, par exemple son parc de véhicules.
- Le scope 2 englobe les émissions indirectes liées à l'énergie achetée par une organisation, comme le chauffage d'un bâtiment.

- Enfin, les émissions de scope 3 proviennent de l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment les émissions générées par les fournisseurs lors de la fabrication d'un produit et les émissions générées par l'utilisation du produit par un client.

Selon une étude réalisée par Oxfam auprès de près de 18 000 entreprises à travers le monde qui déclarent leurs émissions de scope 1 et 2, six entreprises sont responsables à elles seules de 10 % du total des émissions déclarées par les entreprises, et la moitié des émissions sont imputables à seulement 100 entreprises⁸⁹. Selon les estimations du projet Carbon Majors, qui tient compte des émissions de scope 3, 36 entreprises ont généré la moitié des émissions mondiales en 2023⁹⁰.

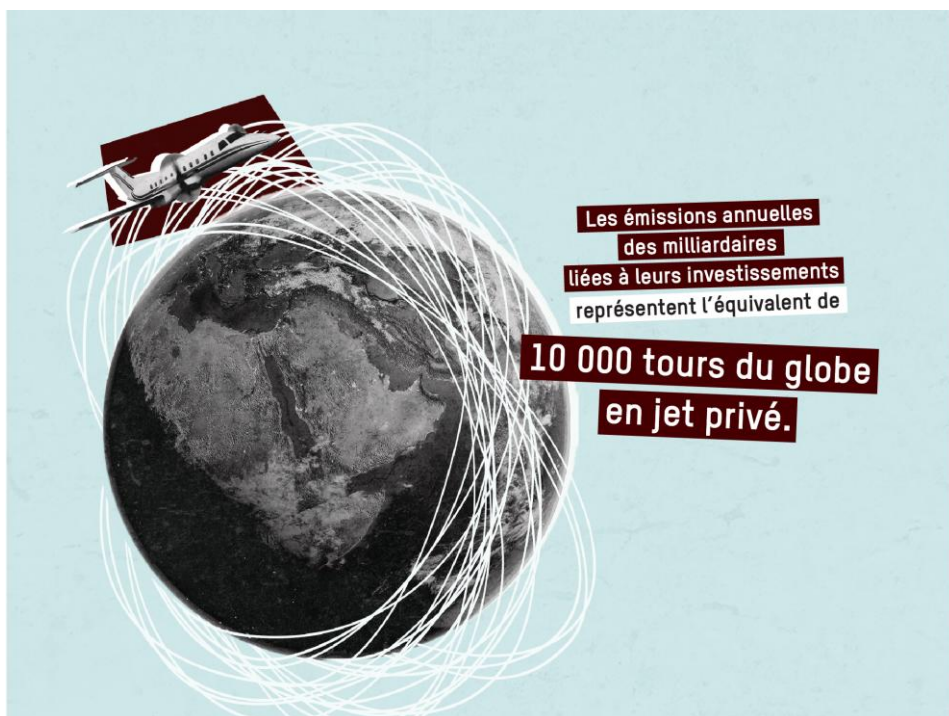
Les milliardaires dominent tous les aspects de l'économie mondiale, contrôlant 17 des 50 plus grandes sociétés cotées en bourse dans le monde⁹¹, soit en tant que PDG, soit en tant que principaux investisseurs. Les investissements financiers des milliardaires, ainsi que l'influence qu'ils exercent, ont un impact significatif sur les émissions de l'économie d'entreprise.

À l'occasion d'une révision de ses précédentes recherches sur les émissions liées aux investissements des milliardaires, Oxfam a enquêté sur les entreprises détenues par les 500 milliardaires les plus riches. S'appuyant sur des sources telles que Bloomberg, S&P Capital IQ et les informations juridiques déposées par les entreprises, cette étude a permis de mettre au jour les portefeuilles d'investissement de 308 milliardaires qui détiennent 10 % ou plus de 470 entreprises. Le seuil d'investissement de 10 % a été choisi sur la base de la définition d'un-e actionnaire principal-e telle qu'utilisée par la Securities and Exchange Commission (SEC) aux États-Unis, car on considère qu'un tel seuil permet d'exercer une influence significative sur une société.

Les émissions de chaque portefeuille d'investissement ont été calculées en attribuant les émissions de scope 1 et 2 de l'entreprise proportionnellement à l'ampleur de l'investissement de chaque milliardaire. Par exemple, si une personne détient 20 % des parts d'une entreprise, 20 % des émissions de cette entreprise sont attribuées aux émissions liées à son investissement. Ce mode de calcul est conforme aux normes recommandées dans le secteur et il est utilisé par les investisseurs et les fonds de pension⁹².

En 2024, les émissions liées aux investissements des 308 milliardaires ont totalisé 586 millions de tonnes d'équivalent CO₂, soit plus que les émissions combinées de 118 pays. Si ces personnes étaient un pays, elles se classeraient au quinzième rang des nations les plus polluantes au monde, devant l'Afrique du Sud⁹³.

En moyenne, les émissions annuelles par milliardaire liées à ses investissements s'élèvent à 1,9 million de tonnes d'équivalent CO₂, soit 346 000 fois plus que celles d'une personne lambda. Ces milliardaires devraient faire près de 10 000 fois le tour du globe dans leurs jets privés pour émettre autant⁹⁴.



Il existe peu d'éléments démontrant que les milliardaires font usage de leur pouvoir d'influence dans ces entreprises pour promouvoir la durabilité environnementale. 20 % de ces entreprises ont intensifié leurs émissions de carbone depuis 2020. Une évaluation indépendante de leurs plans de décarbonisation révèle que deux tiers des entreprises ne sont pas en phase avec l'objectif de l'Accord de Paris de 1,5 °C et qu'un tiers ont des plans de décarbonisation alignés sur un monde à +4 °C⁹⁵.

Pour la plupart des entreprises, la majorité des émissions (en moyenne 75 %) sont des émissions indirectes de scope 3⁹⁶. La déclaration des émissions de scope 3 est actuellement facultative en vertu du Greenhouse Gas Protocol. Seulement 29 % des entreprises privées déclarent leurs émissions de scope 3, toutes catégories confondues⁹⁷. Par exemple, les émissions de scope 1 et 2 d'une compagnie pétrolière peuvent se limiter à l'extraction et au raffinage du pétrole et ne pas tenir compte des émissions générées lors de l'utilisation du pétrole. Cela peut également donner une image faussée de la véritable source des émissions, les producteurs de matières premières, souvent situés dans les pays du Sud, étant injustement pénalisés. Par exemple, pour les entreprises produisant de l'aluminium destiné au marché des smartphones et autres produits technologiques, toutes les émissions sont attribuées à leur activité principale. Si les émissions de scope 3 étaient correctement calculées, les entreprises vendant les produits finis afficheraient des émissions beaucoup plus élevées.

Pour la première fois, les recherches d'Oxfam ont permis d'aller plus loin et d'identifier les émissions liées aux investissements de 222 personnes relevant du scope 3. Leurs émissions totales (scope 1, 2 et 3) s'élèvent à 1,85 milliard de tonnes d'équivalent CO₂, soit 4 % des émissions mondiales, ce qui les classerait au cinquième rang des pays les plus polluants au monde. La moyenne par milliardaire s'établit à 8,3 millions de tonnes d'équivalent CO₂. Autrement dit, chaque milliardaire émet autant que la population totale de nombreux pays comme la Jamaïque,

le Burkina Faso ou le Nicaragua⁹⁸.

En utilisant comme comparateur moyen l'indice S&P Global 1200, un indice d'investissement qui couvre 31 pays et environ 70 % du marché boursier mondial, Oxfam a constaté que les personnes les plus riches du monde ont tendance à investir dans des entreprises beaucoup plus polluantes que la moyenne. Pour chaque million de dollars investis, les investissements des milliardaires produisent plus de deux fois et demie plus d'émissions que l'indice S&P 1200. Près de 60 % des investissements des milliardaires sont classés comme relevant de secteurs à fort impact climatique⁹⁹, tels que les sociétés minières ou pétrolières et gazières, contre 49 % pour les 1 200 entreprises du S&P. De plus, 14 % de leur fortune provient d'entreprises dont les revenus sont liés aux énergies fossiles, contre 9 % pour les 1 200 entreprises du S&P, soit une part supérieure de 55 %¹⁰⁰.

Les milliardaires pourraient orienter leurs investissements vers des entreprises moins nocives pour le climat. Si ces personnes choisissaient plutôt un fonds d'investissement qui privilégie les bonnes performances environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), elles pourraient diviser leurs émissions par 23¹⁰¹.

Pour Oxfam, les entreprises dirigées par les ultra-riches favorisent une version exacerbée du modèle capitaliste axé sur les actionnaires, qui privilégie le profit au détriment des travailleurs et travailleuses et de l'environnement.

Pour la première fois, Oxfam a également analysé la propriété des Carbon Majors, les 180 plus grands producteurs mondiaux de pétrole, de gaz, de charbon et de ciment¹⁰². Cinq gestionnaires d'actifs (Vanguard Group, BlackRock, State Street Global Advisors, Capital Research and Management et FMR) détiennent conjointement un cinquième des 99 entreprises cotées en bourse (c'est-à-dire non détenues par l'État), avec plus de 500 milliards de dollars américains investis. Un total de 120 investisseurs détiennent collectivement la moitié de ces entreprises polluantes. Ces 99 entreprises ont émis ensemble plus de 10 milliards de tonnes d'équivalent CO₂ en 2023, soit près d'un cinquième de toutes les émissions mondiales cette année-là¹⁰³.

Le fait que les investisseurs traditionnels, qui gèrent les fonds de pension de nombreuses personnes, demeurent les principaux propriétaires des entreprises les plus polluantes au monde souligne que seule une réglementation gouvernementale stricte peut encadrer efficacement l'ensemble des entreprises et des investisseurs, contrairement à l'approche volontaire habituelle. On ne peut pas attendre des investisseurs fortunés qu'ils choisissent volontairement des politiques et des réformes susceptibles de limiter leurs profits.

2.2 Les banques financent des entreprises très polluantes

Les analyses réalisées par Oxfam révèlent que le secteur bancaire est l'un des principaux responsables de la crise climatique. Bien qu'il se présente souvent comme peu polluant, le secteur financier a parfois une empreinte carbone plus lourde que les entreprises du secteur des énergies fossiles. En effet, malgré des émissions de scope 1 et 2 relativement faibles, leurs émissions de scope 3 peuvent être très élevées, principalement en raison du financement accordé par les banques à de nouveaux projets liés aux énergies fossiles. Les principaux et principales climatologues¹⁰⁴ et l'Agence internationale de l'énergie¹⁰⁵ s'accordent à dire que tout investissement dans de nouvelles réserves de combustibles fossiles est incompatible avec l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C. Malgré cela, les 60 plus grandes banques du monde ont engagé 7 900 milliards de dollars américains sur huit ans (2016-2023) dans le secteur des énergies fossiles¹⁰⁶. En 2025, sous la pression du procureur général du Texas, Ken Paxton, les grandes banques américaines se sont retirées de la Net-Zero Banking Alliance, une initiative des Nations Unies dont les membres s'engagent à aligner leurs financements sur l'objectif de zéro émission nette à l'horizon 2050¹⁰⁷.

Une étude réalisée par Oxfam France a révélé que les trois entreprises les plus polluantes en France étaient des banques : la BNP Paribas, le Crédit Agricole et la Société Générale. L'entreprise pétrolière Total n'arrive que quatrième¹⁰⁸. Avec deux autres ONG françaises, Oxfam France a engagé une action en justice contre BNP Paribas en raison de son impact sur le climat¹⁰⁹.

La propriété individuelle des banques n'est pas connue, car les grandes banques sont généralement des sociétés par actions cotées en bourse. Cependant, une étude d'Oxfam basée sur les données de WealthX a révélé que les 1 % les plus riches détiennent près de 43 % de tous les actifs financiers dans le monde¹¹⁰. Aux États-Unis, les 1 % les plus riches détiennent la moitié de toutes les actions des entreprises¹¹¹. Il ne fait aucun doute que les personnes qui investissent le plus dans le secteur bancaire et qui sont à l'origine des nouveaux investissements dans les combustibles fossiles sont les plus riches de la société.

Il est également avéré que les institutions financières considèrent les investissements plus durables comme plus risqués, faute d'historique de performance suffisamment éprouvé. Comme le souligne une étude réalisée en Suède en 2022, les gouvernements devraient mettre en place des politiques plus strictes pour que le secteur financier investisse de manière plus durable¹¹².

2.3 L'influence des ultra-riches

2.3.1 Quand les lobbies œuvrent pour le dérèglement climatique

Les grandes entreprises polluantes et leurs alliés économiques détiennent un pouvoir disproportionné en matière de définition et d'orientation des politiques climatiques, tant au niveau national qu'international. Parallèlement, celles et ceux qui sont les plus touché-es par la crise climatique (comme les communautés autochtones et les groupes racisés), sont systématiquement réduit-es au silence ou ignoré-es dans les instances décisionnelles qui façonnent leur avenir, tandis que les entreprises et les lobbyistes parviennent à affaiblir, retarder ou bloquer les réglementations essentielles qui nuisent à leurs profits.

Pour un individu ou une organisation, l'engagement politique consiste à tenter d'influencer de manière légale les décisions politiques en sa faveur. Cela englobe les relations directes et indirectes avec les décideurs politiques (lobbying), les tentatives d'influencer le débat public sur les questions politiques (plaidoyer) et les investissements financiers destinés à soutenir ces activités, en particulier les dons aux responsables et aux partis politiques (dépenses politiques)¹¹³.

Les entreprises dépensent chaque année des milliards, non seulement en dépenses politiques, mais aussi dans la communication aux décideurs politiques d'informations en phase avec leurs intérêts. Ces données et éléments peuvent souvent être trompeurs ou incorrects. Cependant, comme ce sont les entreprises qui ont les moyens financiers d'alimenter ce narratif et la possibilité de rencontrer les décideurs politiques, ce sont elles qui exercent le plus d'influence sur les politiques.

Aux États-Unis, les entreprises dépensent en moyenne 277 000 dollars par an pour faire pression contre les mesures climatiques. Certaines études ont montré que celles qui dépensent davantage dans ce domaine enregistrent des rendements annuels supérieurs de près de 4 %¹¹⁴. Entre 2001 et 2022, les entreprises pétrolières et gazières ont dépensé à elles seules environ 232 millions de dollars pour faire pression contre les mesures climatiques aux États-Unis¹¹⁵. Dans l'Union européenne, InfluenceMap a constaté que les sociétés agricoles et les syndicats professionnels reprenaient les stratégies de l'industrie des combustibles fossiles en diffusant des discours trompeurs visant à minimiser la nécessité de lutter contre les émissions dans le secteur de la viande et des produits laitiers¹¹⁶.

Il existe de nombreuses autres preuves de la manière dont les entreprises font pression contre les politiques visant à lutter contre la crise climatique, notamment :

- Les membres du Congrès américain qui reçoivent d'importantes contributions électorales de la part d'entreprises à forte empreinte

carbone sont plus enclin·es à se ranger du côté du « climatoscepticisme »¹¹⁷.

- En Afrique du Sud, les syndicats professionnels s'évertuent à affaiblir les sanctions infligées aux émetteurs qui dépassent leur budget carbone, et le projet de loi sur le changement climatique et la loi sur la taxe carbone ont été édulcorés ou retardés en grande partie à cause du lobbying¹¹⁸.

Les COP sont au centre de la politique climatique mondiale. Elles devraient permettre de déboucher sur des accords globaux concernant les réductions drastiques des émissions dans le monde. Or, les lobbyistes du secteur privé, en particulier celles et ceux de l'industrie des combustibles fossiles, détournent ces rendez-vous pour servir leurs propres intérêts. Leur implication dans le processus illustre parfaitement comment les entreprises exercent leur pouvoir de lobbying pour empêcher toute réforme climatique progressiste.

L'examen de la liste des participant·es à la COP29 réalisée par la coalition Kick Big Polluters Out (KBPO) a révélé ce qui suit :

- Au total, 1 773 lobbyistes représentaient les secteurs du charbon, du pétrole et du gaz, soit un contingent plus important que chacune des délégations nationales, sauf trois.
- Les lobbyistes du secteur des énergies fossiles ont reçu plus de laissez-passer que l'ensemble des délégué·es des 10 pays les plus vulnérables au changement climatique réunis.
- Huit lobbyistes sur dix issu·es du secteur des énergies fossiles provenaient de pays du Nord¹¹⁹.

Selon une enquête menée conjointement par Oxfam et The Guardian, un quart des milliardaires présent·es à la COP28 ont bâti leur fortune dans des industries hautement polluantes telles que le pétrole, le gaz, l'exploitation minière ou les produits chimiques¹²⁰. Une personne est sortie du lot : Dona Bertarelli, seule femme milliardaire figurant sur la liste des invité·es, a laissé sa place à des expert·es, estimant que sa présence serait trop ostentatoire¹²¹.

Les milliardaires n'ont toutefois pas besoin d'assister à ces événements pour exercer leur influence. Parmi les 500 personnes les plus riches du monde, Oxfam est parvenue à identifier 399 délégué·es représentant 94 entreprises détenues par des milliardaires qui ont participé à la COP28. Sur ces 94 entreprises, seules cinq sont connues pour faire pression en faveur d'une politique climatique alignée sur l'Accord de Paris (telle que définie par InfluenceMap)¹²².

Les listes des participant·es à la COP donnent également un aperçu de la manière dont la surreprésentation des lobbyistes du secteur privé pourrait évincer la représentation des peuples autochtones. Sur les plus de 50 000 participant·es à la COP29, seul·es 180 représentant·es des communautés faisant partie du Caucus des peuples autochtones étaient présent·es¹²³.

Lors de la COP28, sur les 92 participant·es hors gouvernement désigné·es par les Palaos, une nation insulaire extrêmement vulnérable au changement climatique, 27 provenaient de la multinationale Amazon (qui n'a aucune activité dans ce pays), 16 de HSBC (qui n'a pas non plus de succursales bancaires sur l'île) et 19 du groupe de pression pro-business World Green Economy Organization¹²⁴.

Espace dominé par les hommes, la COP reflète également des dynamiques de pouvoir plus vastes et illustre à quel point les femmes sont sous-représentées dans les négociations sur le climat. Seules 8 des 78 personnalités politiques mondiales présentes à la COP29 (soit 10 %) étaient des femmes¹²⁵ (13 % des postes à responsabilité dans les États sont occupés par des femmes¹²⁶). L'examen par Oxfam¹²⁷ de la liste des participant·es a révélé que seulement 35 % des personnes disposant d'une accréditation, et donc d'un accès aux négociations, étaient des femmes¹²⁸. Dans l'ensemble, 60 % des participant·es à la COP29 étaient des hommes¹²⁹, même s'il convient de préciser que près de 60 % des intervenant·es issu·es des ONG étaient des femmes¹³⁰. La plupart des activités de lobbying sont également menées par des hommes. Par exemple en Europe, 77 % des personnes exerçant une activité de lobbying sont des hommes¹³¹.

2.3.2 Des poursuites à l'encontre de gouvernements prenant des mesures progressistes en faveur du climat

Une autre menace pour l'action climatique est le recours aux mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE), qui sont prévus dans de nombreux traités d'investissement entre pays et permettent aux entreprises de poursuivre en justice les pays qui nuisent à leurs profits en introduisant de nouvelles règles. Les fabricants de tabac ont par exemple poursuivi en justice des pays pour avoir introduit des règles relatives à la publicité sur les cigarettes.

Le prix Nobel Joseph Stiglitz a qualifié ces actions de « terrorisme judiciaire »¹³². Il est également révélateur que les mécanismes RDIE soient généralement intentés contre des pays à revenu faible et intermédiaire par des grandes entreprises et des ultra-riches. Le montant moyen des indemnisations a été multiplié par dix entre 1994-2003 et 2014-2023, pour atteindre 256 millions de dollars¹³³.

Le recours aux mécanismes RDIE est très répandu dans les litiges liés au climat. Selon une enquête menée par *The Guardian*¹³⁴, les entreprises ayant entamé des poursuites devant les tribunaux en charge des RDIE ont engrangé plus de 120 milliards de dollars d'argent public, dont 84 milliards de dollars pour les entreprises du secteur des énergies fossiles et 7,8 milliards de dollars pour les sociétés minières. Il est de plus en plus fréquent que ces plaintes soient appuyées par des fonds spéculatifs et des investisseurs issus de pays riches contre des pays plus pauvres : *The Guardian* a en effet constaté que 75 % des plaintes visaient des pays en développement :

- Le gouvernement bolivien a été contraint de verser 18,7 millions de dollars à une grande société minière à titre de compensation pour avoir révoqué ses licences après que celle-ci avait pollué un espace sacré et menacé la communauté autochtone¹³⁵.
- Silver Bull, une société minière canadienne, a poursuivi le gouvernement mexicain pour 408 millions de dollars parce qu'il n'avait pas dispersé les mineurs qui manifestaient¹³⁶.
- Odyssey Marine Exploration, une société minière maritime états-unienne, s'est vu octroyer 37 millions de dollars, le gouvernement mexicain ayant été condamné à les lui verser après avoir refusé de lui octroyer des permis d'exploitation¹³⁷.

En outre, la société pétrolière Petrobras, détenue majoritairement par l'État brésilien, est engagée dans un litige (hors RDIE) avec l'agence environnementale brésilienne IBAMA au sujet de forages dans la région de Foz do Amazonas, une zone sensible sur le plan environnemental¹³⁸.

Les RDIE ont un effet dissuasif sur les pays et les territoires, qui craignent d'être poursuivis en justice par des entreprises soutenues par des fonds spéculatifs brassant énormément d'argent s'ils introduisent des réglementations environnementales plus strictes ou refusent de délivrer des permis d'exploitation minière. Par exemple, le Groenland a mis fin à l'exploitation minière d'uranium en raison de préoccupations liées aux déchets toxiques, mais pourrait être contraint de la reprendre sous la menace d'un procès de 11,5 milliards de dollars (soit 10 fois le budget annuel du territoire)¹³⁹.

Cette tendance inquiétante s'étend également aux ONG qui cherchent à placer les entreprises face à leurs responsabilités. Par exemple, TotalEnergies a tenté de poursuivre Greenpeace France, qui avait accusé l'entreprise de sous-estimer ses émissions de carbone. L'affaire a néanmoins été classée sans suite¹⁴⁰.

2.3.3 La promotion d'idées dangereuses et contestables sur le changement climatique

L'influence des grandes entreprises s'exerce également par le biais de stratégies de relations publiques bien financées. Par exemple, en 2004, BP a promu la tristement célèbre idée d'une empreinte carbone individuelle à l'aide d'un calculateur en ligne¹⁴¹. Cela a permis de faire passer la responsabilité climatique du niveau collectif au niveau individuel, et a conduit à ce que les mesures contre le changement climatique soient désormais principalement envisagées en termes d'actions individuelles.

Le recours opaque à des fonds pour mener des recherches visant à semer le doute sur la science du climat est encore plus répréhensible. Les entreprises du secteur des énergies fossiles ont été reconnues coupables d'adopter les mêmes stratégies que l'industrie du tabac, dépensant des millions dans des réseaux d'organisations de plaidoyer qui diffusent de la désinformation sur le climat¹⁴², malgré les avertissements formulés en interne par leurs scientifiques sur les

risques découlant des énergies fossiles pour le climat.

Les frères Koch, qui ont fait fortune dans l'industrie des combustibles fossiles, ont versé plus de 145 millions de dollars à 90 organisations qui s'attaquent aux politiques et à la science sur le climat entre 1997 et 2018¹⁴³. Au Royaume-Uni, des groupes de pression qui contestent les politiques en faveur du climat ont reçu plus de 500 000 dollars d'un fonds lié aux frères Koch¹⁴⁴. Parallèlement, les milliardaires de la « fracturation » Farris et Dan Wilks ont fait don de millions de dollars à des médias de droite qui promeuvent le déni du changement climatique¹⁴⁵.

Les exemples qui nous viennent des États-Unis sont les plus marquants, mais le phénomène est très répandu. En France, le milliardaire Pierre-Édouard Stérin aurait investi 150 millions d'euros pour soutenir l'extrême droite¹⁴⁶, tandis que la chaîne CNews a été rachetée par Vincent Bolloré, milliardaire d'extrême droite issu du secteur des énergies fossiles, qui l'a rebaptisée « la version française de Fox News »¹⁴⁷. En 2024, la chaîne a été condamnée à une amende de 80 000 € pour avoir diffusé des informations erronées sur le climat¹⁴⁸. Au Royaume-Uni, GB News a diffusé en moyenne une fois par semaine des segments sur le groupe climatocéphale The Global Warming Policy Foundation¹⁴⁹. L'un des propriétaires de GB News gère également un fonds spéculatif, Marshall Wace, qui détient 2,2 milliards de dollars d'investissements dans les énergies fossiles¹⁵⁰. Au Brésil, des entreprises agroalimentaires ont payé des climatocéphales pour parcourir le pays afin de répandre des mythes sur le réchauffement climatique¹⁵¹.

2.3.4 Financer la haine pour promouvoir les intérêts du secteur des énergies fossiles

En 2018, les dons versés aux groupes anti-climat ont atteint un total de 808 millions de dollars, provenant en grande partie de fondations familiales. Le Donors Trust a acheminé des millions de dollars de donateurs anonymes vers des groupes qui contestent le changement climatique¹⁵².

De riches donateurs financent également en sous-main des mouvements d'extrême droite et de suprématie blanche qui propagent des idées racistes, transphobes et misogynes, et sont plus enclins à soutenir des responsables politiques prônant des programmes climatiques régressifs¹⁵³. Cela soulève une préoccupation légitime : que des personnes fortunées, dont beaucoup ont des intérêts dans les énergies fossiles, utilisent la haine pour détourner l'attention de la catastrophe climatique en cours et rallier le soutien en faveur de personnalités politiques véreuses sur lesquelles elles peuvent compter pour mettre en place des politiques nocives pour le climat.

La haine se propage : un pays sur quatre a signalé un recul des droits des femmes en 2024¹⁵⁴, les crimes haineux ciblant un groupe religieux ont atteint un niveau record¹⁵⁵ et les crimes haineux contre les

personnes LGBTQIA+ sont en augmentation dans de nombreux pays¹⁵⁶. Les partis et les responsables politiques d'extrême droite gagnent en puissance en s'appuyant sur un discours de haine, utilisant leur pouvoir politique pour promouvoir les intérêts de leurs soutiens dans le domaine des énergies fossiles au détriment d'un avenir durable pour les populations et la planète.

2.4 Objectif climat et justice sociale

Les éléments présentés dans cette section démontrent l'importance de tenir compte des émissions causées par le financement et le lobbying dans le calcul de l'empreinte carbone réelle.

Diverses idées émergent pour conceptualiser ces impacts. Certaines personnes ont par exemple appelé à une nouvelle mesure des émissions de scope 4, qui permettrait de réglementer et de mesurer les « émissions liées au lobbying »¹⁵⁷. D'autres préconisent de tenir compte de l'ensemble des impacts, y compris la consommation, les choix (par exemple, la manière dont les particuliers accordent des dons et investissent), ainsi que la manière dont le changement climatique est évoqué¹⁵⁸.

Il s'agit là de leviers pertinents pour cerner et comprendre les éléments les plus intangibles d'une véritable empreinte carbone. Cela met en lumière le fait que ce ne sont pas seulement les jets privés et les yachts des ultra-riches qui détruisent la planète, mais aussi ce qu'ils et elles font de leur pouvoir politique et économique. Ces leviers soulignent également l'importance de la justice sociale : celles et ceux qui disposent des moyens les plus importants pour réduire leur empreinte carbone sont tenu·es d'en faire plus et plus rapidement, en englobant *toutes* les actions qui contribuent à leurs émissions, notamment la consommation, les investissements et d'autres formes de pouvoir économique et politique.

Encadré 5. Racisme environnemental à Belém, ville hôte de la COP30

Lorsque Belém a été désignée ville hôte de la COP30, beaucoup espéraient que cela marquerait une étape importante pour la justice socio-environnementale et climatique au Brésil. Au lieu de cela, les préparatifs du Sommet des Nations Unies sur le climat de novembre 2025 ont mis en évidence et même aggravé les inégalités structurelles qui minent depuis longtemps le pays.

Vila da Barca, à Belém, est l'une des plus anciennes et des plus grandes communautés de maisons sur pilotis d'Amérique latine. Depuis plus d'un siècle, les résident·es de la *favela* (bidonville) vivent dans des *palafittes* (habitations sur pilotis) au-dessus des rives du fleuve Guajará. Cette communauté de plus de 4 000 personnes avec vue sur les gratte-ciel des quartiers riches à proximité attend depuis des décennies que les autorités locales fournissent les services de base. Les résident·es de Vila da Barca sont en première ligne face à la crise climatique. Il y règne une chaleur et une humidité extrêmes : les températures atteignent 40 °C pendant plusieurs mois de l'année et le GIEC estime que Belém devrait devenir

l'une des villes les plus chaudes au monde à l'avenir. Lorsque les marées hautes s'accompagnent de fortes précipitations, la communauté n'a aucun moyen de se protéger contre les inondations.

Les autorités se préparent fébrilement pour la COP30, en construisant des infrastructures pour accueillir les milliers de délégué·es du monde entier attendu·es en novembre. Les entreprises extractives de la région financent une grande partie des travaux de construction, malgré les allégations de pollution, de déforestation et de violations des droits humains. Au lieu de bénéficier de cet investissement, les habitant·es de Vila da Barca affirment être mis·es à l'écart et marginalisé·es. Par exemple, une nouvelle station d'épuration est construite à la hâte pour la COP30 à côté de Vila da Barca, mais elle ne desservira pas la communauté. Dans le même temps, les déchets et les boues provenant d'autres travaux de construction liés à la COP30 sont déversés juste à côté du quartier, exposant la communauté à une pollution potentiellement nocive.

La communauté de Vila da Barca s'est mobilisée pour dénoncer cette injustice et réclamer de meilleurs services. Comme le souligne Ines Medeiros, ancienne présidente de l'association des résident·es : « En proposant des solutions alternatives pour le traitement des eaux usées et la création d'espaces verts qui font défaut ici, nous recherchons la justice climatique pour la communauté. Le fait que des projets d'assainissement desservent les quartiers riches mais pas notre communauté, alors que tout près, des déchets rendent notre situation encore plus précaire, montre à quel point le racisme environnemental nous affecte. Lorsque les riches détruisent, ce sont les pauvres qui en paient le prix fort. C'est également un message pour la COP30 : nous avons célébré son arrivée, mais elle est menée d'une manière néfaste pour les populations pauvres au lieu de leur apporter des transformations bénéfiques. Il s'agit bel et bien de racisme environnemental, car les communautés noires, autochtones et marginalisées sont les plus exposées aux effets négatifs du changement climatique alors qu'elles ont un accès très restreint à la protection et à l'aide à l'adaptation. Ces communautés sont ainsi confrontées aux conséquences directes de la pollution et aux impacts causés par les plus riches. Il est même question de cacher ces quartiers à la vue des personnes qui participeront à la COP30. »

Ines Medeiros souhaite profiter de l'attention suscitée par la COP30 pour enregistrer des retombées positives. Elle travaille avec des militant·es pour le climat au sein de la coalition COP das Baixadas afin d'établir des « zones jaunes » pour la COP30. Ce programme de développement communautaire vise à éduquer et former les habitant·es de Vila da Barca, à porter leurs revendications et à promouvoir le tourisme social et l'accueil, dans l'espoir que ce modèle soit reproduit lors des prochaines COP et autres événements mondiaux sur le climat.

Section 3. Vers une transformation juste et équitable

« Le monde ne peut pas résoudre la crise climatique sans s'attaquer aux inégalités. On ne peut pas s'attendre à ce que les pays croulant sous les dettes soient également submergés par la montée des eaux¹⁵⁹. »

Mia Mottley, Première ministre de la Barbade, dans son discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies en 2022

Les données probantes et les analyses présentées dans ce rapport démontrent à quel point la crise climatique et la crise des inégalités sont inextricablement liées. L'existence même d'une richesse extrême accélère le dérèglement climatique, les émissions excessives des plus riches épuisant le budget carbone mondial. Et les idéologies et dynamiques de pouvoir qui alimentent les inégalités sont les mêmes que celles qui permettent aux entreprises et à leurs riches propriétaires d'échapper à la réglementation et de maintenir le monde dans la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles, au nom du profit. Les États doivent briser ce cercle vicieux.

Cette section propose cinq séries de recommandations visant à lutter contre la crise des inégalités et la crise climatique, qui sont indissociables, et à mettre les populations et la planète sur la voie d'un avenir plus équitable et durable. Elle promeut une augmentation des taxes imposées aux pollueurs les plus riches, parallèlement à d'autres mesures pour réduire de manière drastique et urgente leurs émissions et démanteler leur influence politique et économique. Elle formule également des propositions visant à renforcer la gouvernance démocratique et à rejeter les solutions dominées par le marché qui favorisent une minorité riche au détriment de la majorité, exacerbent les inégalités et sapent l'action climatique.

Recommandation 1 : Réduire de toute urgence les émissions des ultra-riches

Il est avéré que les personnes les plus riches du monde et les entreprises qu'elles dirigent sont les principales responsables de la crise climatique. Si les gouvernements ne prennent pas de mesures pour limiter les émissions excessives des ultra-riches, ainsi que leur pouvoir économique et politique (Recommandation 2), un dérèglement climatique total est inévitable.

Une hausse des impôts sur les ultra-riches et les entreprises qu'ils et elles contrôlent contribuera de manière significative à réduire les émissions de carbone et à générer les milliers de milliards de dollars dont nous avons besoin de toute urgence pour lutter contre la crise climatique et la crise des inégalités. Par exemple, un impôt de 60 % sur les revenus totaux des 1 % les plus riches au monde pourrait réduire les émissions de carbone d'un volume équivalent aux émissions totales du Royaume-Uni et générer environ 6 400 milliards de dollars¹⁶⁰. Les gouvernements doivent mettre en œuvre des réformes fiscales progressives et explorer d'autres mesures ambitieuses, telles que rendre obligatoire et accélérer la transition vers les énergies renouvelables, afin de freiner les activités et les actions à forte empreinte carbone des ultra-riches et de leurs entreprises.

Cela signifie :

- **Augmenter la fiscalité pour les personnes les plus riches du monde**, en introduisant des impôts progressifs permanents sur les revenus et la fortune des 1 % les plus riches au niveau national et en collaborant au niveau international pour établir une norme mondiale visant à imposer les ultra-riches à des taux suffisamment élevés pour réduire les inégalités.
- **Mettre en place un impôt permanent sur les bénéfices excédentaires des grandes entreprises**, fixé à 50 % sur les rendements des actifs totaux supérieurs à 10 %. Pour les entreprises du secteur des énergies fossiles, la taxe devrait commencer à un seuil réduit de 3 %, mais exempter les activités liées aux énergies propres, rendant ainsi les énergies fossiles moins rentables.
- **Introduire un impôt complémentaire sur la fortune et un taux d'imposition plus élevé sur la fortune, les plus-values et les revenus provenant d'investissements polluants**. Ces taux doivent être suffisamment élevés pour dissuader de telles activités et inciter à réorienter les investissements vers les énergies renouvelables.
- **Déployer progressivement des taxes spécifiques au climat**, telles que des taxes sur les grands voyageurs et des taxes sur les voyages de luxe. Cela doit être fait de manière à ne pas avoir d'impact négatif sur les pays à faible revenu.
- **Mettre en place d'autres impôts internationaux progressifs**, comme une taxe sur les transactions financières.
- **Soutenir activement la mise en place d'une convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale** garantissant une gouvernance mondiale équitable et inclusive en matière fiscale. Il s'agit de soutenir les mesures ci-dessus et de lutter contre les pratiques d'évasion fiscale afin de garantir que les ultra-riches et les multinationales paient leur juste part d'impôts.
- **Augmenter les taxes sur les produits et activités de luxe** qui sont excessivement polluants et inutiles, tels que les véhicules tout-terrain de loisir (SUV), les superyachts, les jets privés et le tourisme spatial, **ou les interdire**.
- **Mettre en œuvre des politiques strictes visant à limiter les émissions liées au luxe**, telles que celles générées par les jets privés et la

consommation excessive d'énergie dans les résidences cossues. Ces politiques devraient inclure un plafonnement de la production des biens de luxe non essentiels.

Recommandation 2 : Limiter l'influence économique et politique des ultra-riches

Le pouvoir économique et politique des ultra-riches dans le monde s'exerce par le biais du lobbying, du financement des campagnes électorales, de mécanismes juridiques tels que les RDIE et de la propriété des médias, ce qui contribue à fausser les résultats des politiques et à alimenter un cycle d'inégalités et de dérèglement climatique. Comme souligné dans la Section 2, les émissions causées par le financement et le lobbying contribuent également de manière significative à l'empreinte carbone réelle des ultra-riches. Les gouvernements doivent de toute urgence démanteler l'influence induite des ultra-riches, qui constitue l'un des principaux obstacles à la lutte contre le changement climatique et à l'égalité.

Cela signifie :

- **Limiter l'influence de l'industrie des combustibles fossiles**, notamment en restreignant ou en interdisant les dons individuels et d'entreprise ainsi que les activités de lobbying des entreprises du secteur des combustibles fossiles, et en interdisant à ces entreprises de participer aux négociations sur le climat dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).
- **Renforcer les réglementations en matière de lobbying**, notamment :
 - Interdiction des pratiques d'embauche dites « de renvoi d'ascenseur », périodes de réflexion obligatoires (d'au moins six mois) pour les employé·es recruté·es auprès du gouvernement, et inversement
 - Déclaration obligatoire et publication détaillée de toutes les activités de lobbying et de l'engagement politique mondial plus large (y compris approche, objectifs et impact, en particulier sur les droits humains et l'égalité de genre et raciale)
- **Réformer le financement des campagnes** en imposant des limites strictes aux contributions des particuliers et des entreprises, en exigeant la divulgation en temps réel et transparente de tous les dons aux formations politiques et en obligeant les entreprises à divulguer publiquement toutes leurs dépenses politiques, y compris les financements indirects via des syndicats professionnels ou des groupes financiers opaques. Les gouvernements doivent également privilégier le financement public des élections afin de réduire la dépendance vis-à-vis des fonds privés.

- **Réglementer le secteur financier** de sorte à empêcher les banques et les institutions financières de financer toute entreprise du secteur des énergies fossiles qui n'a pas prévu de plan de transition énergétique :
 - Sortie progressive du charbon d'ici 2030 dans les pays de l'UE et de l'OCDE, et d'ici 2040 à l'échelle mondiale
 - Sortie progressive du pétrole, du gaz et des infrastructures associées d'ici 2040 dans les pays de l'UE et de l'OCDE, et d'ici 2050 à l'échelle mondiale
- **Mettre en œuvre des réglementations relatives aux entreprises qui :**
 - exigent des entreprises qu'elles se fixent des objectifs ambitieux et scientifiquement fondés en matière de réduction des émissions, pleinement conformes à l'Accord de Paris, ainsi que des plans assortis de délais précis, d'une gouvernance transparente et de structures de redevabilité robustes pour les atteindre ;
 - exigent légalement des entreprises qu'elles accordent la priorité aux objectifs d'intérêt public, tels que la protection de l'environnement et l'équité sociale, dans leurs processus décisionnels ;
 - renforcent les lois antitrust avec des mécanismes d'application robustes afin de démanteler les monopoles et de lutter contre toute concentration excessive du marché.
- **Limitier le contrôle des médias par les riches pollueurs**, notamment en interdisant ou en réglementant strictement les publicités et les campagnes s'apparentant à du greenwashing qui légitiment faussement les industries polluantes, en renforçant les médias publics, en favorisant l'accès à des informations indépendantes fondées sur des faits et en investissant dans des programmes complets d'éducation aux médias.
- **Rejeter les mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE)**, en les excluant de tous les futurs traités et en révisant ou en se retirant des traités existants qui les prévoient. Les gouvernements doivent plutôt donner la priorité aux accords commerciaux et d'investissement qui favorisent la protection des droits humains, la durabilité environnementale et le développement équitable.

Recommandation 3 : Investir dans la gouvernance démocratique par les citoyen·nes

Alors que les plus riches exercent un contrôle disproportionné sur nos systèmes politiques et économiques, les voix des personnes les plus touchées par les ravages climatiques (les plus pauvres, les femmes, les personnes non binaires, les communautés racisées et les peuples

autochtones) sont systématiquement exclues.

Ces groupes sont en première ligne face aux effets du changement climatique et possèdent une expérience et des connaissances inestimables issues de leur vécu. Ils ont une compréhension approfondie et locale des relations entre les êtres humains et l'environnement, et jouent un rôle essentiel dans la protection des écosystèmes, le renforcement de la résilience et la mise en place de réponses à faible intensité carbone et menées par les communautés face à la crise climatique¹⁶¹. Ces groupes doivent mener les débats sur un avenir durable et jouer un rôle central dans l'élaboration des décisions climatiques, du niveau local aux négociations internationales sur le climat.

Il est également essentiel de démocratiser les décisions et les actions en matière de climat pour élaborer une réponse collective à la crise. Une transition perçue comme injuste ou un processus considéré comme non représentatif a peu de chances d'aboutir¹⁶². La lutte contre les inégalités est également une condition préalable essentielle à toute action efficace en faveur du climat. Les niveaux élevés d'inégalités érodent la confiance sociale, alimentent la polarisation politique et créent un terrain fertile pour la désinformation et l'obstruction¹⁶³. Les sociétés plus égalitaires sont moins polarisées politiquement, ce qui facilite les débats, la recherche de consensus et l'action collective nécessaires à une transformation rapide et juste.

Par conséquent, pour garantir une transition climatique juste et efficace, les gouvernements doivent investir dans des réformes fondamentales afin de mettre en place une gouvernance démocratique axée sur les citoyen·nes.

Cela signifie :

- **Donner à la société civile la place qui lui revient à la table des discussions lors des processus de planification et de prise de décision en matière de climat** à tous les niveaux. Cela implique notamment de garantir la participation significative et substantielle des organisations de la société civile, des communautés marginalisées, des syndicats et des organisations féministes et de défense de la justice raciale lors de l'élaboration des politiques climatiques et des plans d'action nationaux sur le climat.
- **Renforcer le pouvoir et amplifier la voix de la société civile** en protégeant et en préservant activement l'espace civique, en soutenant et en finançant les mouvements féministes, notamment les organisations dirigées par des défenseuses et défenseurs et des militant·es de l'environnement, et en adoptant et en mettant en œuvre des dispositions légales qui garantissent l'égalité et les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels pour tous les individus et toutes les communautés.
- **Adopter des politiques qui s'attaquent aux impacts disproportionnés du changement climatique** sur les femmes, les filles, les personnes non binaires et les communautés racisées, et investir dans leur capacité à participer aux décisions relatives au climat.

Recommandation 4 : Adopter une approche équitable vis-à-vis du budget climatique restant

Les émissions irresponsables des pays du Nord et des particuliers les plus riches dans le monde ont tellement épuisé le budget carbone que la décarbonisation est désormais impérative.

Étant donné que 80 % de la population mondiale vit avec moins de 25 dollars par jour, le seuil de référence de la Banque mondiale pour garantir un niveau de vie décent¹⁶⁴, et que la majorité de ces personnes vit dans des pays à revenu faible et intermédiaire, il est également établi que répondre aux besoins fondamentaux et garantir le respect des droits humains de chacun·e exigera d'utiliser une certaine quantité de carbone, en particulier à court terme, parallèlement au développement et au déploiement de solutions à faible émission de carbone.

Par conséquent, le budget carbone restant de la planète doit être géré selon des principes d'équité et de justice. Il est essentiel d'adopter une approche fondée sur la « juste part », qui tient compte de la responsabilité historique en matière d'émissions, de la capacité d'agir et du droit fondamental au développement durable¹⁶⁵. Il est important de définir l'équité non seulement dans la transition entre les pays du Nord et les pays du Sud, mais aussi au sein des pays, en établissant une distinction entre les populations les plus riches et les plus pauvres. Autrement dit, les pays riches doivent réduire considérablement leurs émissions sans pénaliser indûment leurs classes populaires.

Les pays du Sud doivent utiliser leur juste part du budget carbone pour assurer le développement et la prospérité de tou·te·s, en veillant à ce qu'il ne soit pas consommé par les émissions de luxe des plus riches.

Les pays riches ont dépassé leur juste part des émissions mondiales, limitant ainsi les possibilités de développement des pays plus pauvres et perpétuant les inégalités néocoloniales¹⁶⁶. Cela crée une dette climatique considérable, obligeant les pays les plus riches à réduire fortement leurs émissions nationales, à fournir un financement climat important à titre de réparation et à soutenir les transitions vers une économie à faible intensité carbone dans les pays du Sud. Selon les estimations, la dette envers ces pays s'élèverait à plusieurs milliers de milliards de dollars par an pour permettre une transition équitable¹⁶⁷. De même, les 1 % les plus riches, dont l'empreinte carbone disproportionnée reflète les excès des pays riches, doivent réduire leurs émissions de 97 % d'ici 2030 pour s'aligner sur l'objectif de 1,5 °C, et être tenu·es responsables de leur impact environnemental démesuré¹⁶⁸.

Donner la priorité au budget carbone pour éradiquer la pauvreté grâce à des principes de partage équitable n'est pas seulement un impératif moral, c'est une nécessité pratique pour construire un monde plus égalitaire et plus résilient. Le budget carbone restant diminue

rapidement et les plus riches en ont déjà consommé une part disproportionnée. Une répartition équitable de ce budget permettra aux pays les plus pauvres, qui sont à l'origine de moins de 10 % des émissions mondiales alors qu'ils abritent plus de la moitié de la population mondiale, d'investir dans des mesures d'adaptation au changement climatique telles que des systèmes de protection contre les inondations et des systèmes d'énergie renouvelable. Par exemple, les pays à faible revenu ont besoin d'au moins 2 800 milliards de dollars par an pour s'adapter au changement climatique et assurer un développement durable¹⁶⁹. Sans ce soutien, les effets du changement climatique pourraient aggraver la pauvreté, érodant ainsi la capacité déjà limitée des communautés les plus pauvres à se remettre des catastrophes et à reconstruire leur vie¹⁷⁰. De plus, l'aggravation des conséquences pourrait entraîner le déplacement de dizaines de millions de personnes, alimentant l'instabilité et les conflits¹⁷¹. Une répartition équitable du budget carbone permettra à la majorité de la population mondiale de jouir de droits fondamentaux, tels que l'accès à l'eau potable et à la nourriture, tout en poursuivant des voies de développement à faible émission de carbone, réduisant ainsi le risque de perturbations économiques et sociales à l'échelle mondiale.

La COP30 sera un moment crucial, alors que le monde est plus proche que jamais d'un dépassement à long terme du seuil de 1,5 °C et que les gouvernements doivent présenter des plans climatiques actualisés et ambitieux. Ces plans doivent représenter une réponse collective à la crise climatique, fondée sur les principes du partage équitable. Les gouvernements doivent également saisir l'occasion offerte par la COP30 pour en faire une plateforme de dialogue mondial sur la répartition équitable du budget carbone restant.

Cela signifie :

- **S'engager lors de la COP30 à honorer des contributions déterminées au niveau national (CDN) équitables** qui reflètent une évaluation complète des émissions historiques, de la capacité d'action actuelle, des besoins spécifiques de développement national et de l'équité au sein de chaque pays. Toutes les CDN doivent :
 - inclure des plans clairs et assortis de délais pour atteindre la neutralité carbone, les pays riches fixant des objectifs plus précoces (par exemple d'ici 2040) et les pays en développement se donnant plus de temps pour effectuer la transition (par exemple jusqu'en 2050) ;
 - décrire explicitement comment les particuliers et les entreprises les plus riches d'un pays agiront pour réduire davantage leurs émissions que les personnes pauvres ;
 - inclure un plan clair et détaillé visant à protéger les populations les plus exposées aux effets du changement climatique et à garantir une transition équitable pour les travailleurs et les travailleuses actuellement employés dans les industries à forte intensité de carbone.
- **S'engager à utiliser le budget carbone restant pour lutter contre la pauvreté, les inégalités et la crise climatique.**

- Les CDN doivent clairement indiquer comment le budget carbone restant sera affecté en priorité aux mesures climatiques qui soutiennent directement le développement durable, l'éradication de la pauvreté et le respect des droits humains.
- Les politiques climatiques doivent être conçues de manière à promouvoir la justice sociale, l'égalité de genre et l'autonomisation des communautés marginalisées, en reconnaissant leur vulnérabilité disproportionnée face aux effets du changement climatique.
- Les gouvernements et les institutions doivent investir dans des politiques publiques qui luttent contre la pauvreté, la crise climatique et les inégalités, à l'image des programmes de protection sociale et de services publics accessibles. Ces politiques s'attaquent à des défis mondiaux interdépendants. Par exemple, la protection sociale universelle réduit la vulnérabilité aux risques climatiques en fournissant des filets de sécurité aux communautés touchées par des catastrophes¹⁷², tandis que l'éducation donne aux générations futures les moyens d'innover en matière de solutions écologiques et de renforcer leur résilience¹⁷³. Le fait d'investir dans des infrastructures résilientes au changement climatique afin d'améliorer la protection contre les inondations, dans des logements durables et dans la préparation aux catastrophes permet également d'atténuer les dommages liés à la crise climatique et de favoriser un développement équitable.

Pour les gouvernements des pays riches, cela implique également ce qui suit :

- **Aller bien au-delà de leur engagement actuel de fournir chaque année 300 milliards de dollars** aux pays en développement pour financer la lutte contre le changement climatique. Ils doivent en outre fournir un financement climat principalement sous forme de subventions plutôt que de prêts afin d'éviter d'aggraver davantage le fardeau de la dette.
- **Soutenir activement le transfert de technologies vertes** et investir dans des initiatives de renforcement des capacités dans les pays en développement, afin de permettre à ceux-ci de passer à des sources d'énergie renouvelables et de s'engager dans des voies de développement sobre en carbone.
- **Accorder un allègement immédiat de la dette** afin de libérer des marges budgétaires pour les dépenses liées à la gestion de la crise climatique et au développement dans les pays en développement. Les créanciers privés doivent faire de même.
- **Soutenir la mise en place de mécanismes mondiaux visant à faciliter le partage des connaissances et des brevets liés aux technologies énergétiques propres**, en veillant à ce qu'ils soient accessibles et abordables pour les pays les plus pauvres.

Recommandation 5 : Bâtir un système économique qui accorde la priorité aux personnes et à la planète

Cela fait trop longtemps que notre système économique, axé sur l'enrichissement insatiable des riches et sur l'extraction et la consommation à tout prix, compromet un avenir véritablement prospère et durable pour tou-te-s. Le système économique néolibéral dominant est totalement inadapté pour faire face à la crise climatique et à la crise des inégalités. Entièrement tourné vers le marché libre sans entrave et la croissance perpétuelle axée sur le profit, ce système renforce le pouvoir des grandes fortunes et privilégie les solutions du secteur privé, au détriment des populations et de la planète.

Compte tenu de l'urgence de la crise climatique, des inégalités extrêmes et de la pauvreté persistante, un changement radical est désormais impératif. Une transition mondiale vers un avenir durable et équitable exige un rejet catégorique du néolibéralisme. L'« éco-capitalisme », qui tente de concilier croissance axée sur le marché et préoccupations environnementales, n'est qu'un leurre. Les approches basées sur la domination du marché privilégient systématiquement le profit au détriment du bien-être des personnes et de l'environnement, ce qui exacerbe les inégalités et ne permet pas d'apporter les changements transformateurs dont nous avons besoin de toute urgence¹⁷⁴.

Pour faire face à la crise climatique et à la crise des inégalités, nous devons mettre en place de nouveaux mécanismes et mesures qui favorisent le double objectif du bien-être humain et de la prospérité de la planète. Pour cela, un État proactif et stratégique est essentiel. Les gouvernements doivent jouer un rôle moteur dans l'orientation des investissements et garantir la propriété publique dans des secteurs clés tels que l'énergie, les transports, la santé et l'éducation. Ces secteurs doivent être réorientés afin de servir l'intérêt général et de fournir des services essentiels à tou-te-s, plutôt que de privilégier le profit privé.

Tous les gouvernements doivent :

- **Réduire radicalement les inégalités économiques** : fixer des objectifs ambitieux pour réduire de manière significative et durable l'écart entre les personnes les plus riches et le reste du monde. Cela est essentiel pour lutter contre le changement climatique et garantir la justice sociale. Les gouvernements doivent s'engager en faveur d'un objectif mondial en matière d'égalité qui permette de réduire considérablement les disparités entre les pays du Nord et du Sud. À la fois au niveau national et à l'échelle mondiale, les revenus totaux des 10 % les plus riches ne devraient pas dépasser les revenus totaux des 40 % les plus pauvres.
- **Rejeter l'économie néolibérale et revitaliser la planification économique** : rejeter totalement les hypothèses économiques néolibérales et adopter un rôle proactif pour mettre l'économie sur la

voie de la durabilité et de l'équité. Cela signifie orienter activement l'activité économique, plutôt que laisser les forces du marché imposer leur loi. Les gouvernements doivent s'engager à revitaliser la planification économique, à élaborer des stratégies industrielles solides et à réaliser des investissements publics stratégiques dans la recherche, le développement, les infrastructures et les services publics, en particulier dans les énergies renouvelables et les transports publics à faibles émissions de carbone. Cela implique de rejeter l'hypothèse selon laquelle soutenir ou subventionner les acteurs privés serait le seul moyen de faire évoluer la société vers une dépendance moindre aux énergies fossiles. Les gouvernements doivent activement façonner les marchés afin de privilégier les solutions qui servent l'intérêt général, en garantissant la redevabilité et l'efficacité pour relever les défis liés au climat et aux inégalités.

- **Aller au-delà de la croissance du produit intérieur brut (PIB) et privilégier les indicateurs de bien-être** : intégrer de nouveaux indicateurs de progrès au cœur des politiques publiques, en se démarquant de l'objectif fallacieux de la croissance du PIB. Ces nouveaux indicateurs doivent être axés sur l'égalité, le bien-être humain et la santé de la planète sur le long terme. Ils doivent également tenir compte de la manière dont les revenus et la richesse sont répartis et prendre pleinement en compte le travail non rémunéré et le travail de soin qui incombent de manière disproportionnée aux femmes et aux personnes marginalisées. Citons notamment l'indicateur de bien-être économique et l'indice de développement durable.
- **Freiner la consommation non durable des plus riches** : les pays riches doivent mettre en œuvre des politiques visant à réduire considérablement la consommation non durable des plus riches, en mettant l'accent sur la sobriété et l'équité. Parallèlement, ils doivent également apporter un soutien financier et technique substantiel afin de permettre aux pays les plus pauvres de s'engager dans la voie d'un développement sobre en carbone et d'élargir l'accès aux services essentiels tels que l'eau potable, les soins de santé et la sécurité alimentaire pour les communautés les plus démunies, leur donnant ainsi les moyens de renforcer leur résilience face aux effets du changement climatique. Cela implique par ailleurs de supprimer les subventions accordées aux entreprises privées, à moins qu'elles ne soient strictement structurées pour offrir des avantages publics évidents, tels que la promotion des énergies renouvelables ou l'accès équitable aux services essentiels, afin d'éviter toute utilisation abusive des fonds publics.
- **Rééquilibrer les institutions économiques mondiales**, telles que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du Commerce (OMC). Cela est essentiel pour garantir que les pays du Sud disposent de l'autonomie et de la marge de manœuvre politiques nécessaires pour bâtir un avenir plus juste et plus durable pour leurs populations, sans conditions imposées contraires à leurs priorités en matière de développement.

Notes

- ¹ G20 Brasil Leaders' Summit (19 novembre 2024), 'COP30 will be our last chance to avoid an irreversible rupture in the climate system', calls Lula at the final thematic session of the G20 Brasil Leaders' Summit. Dernière visite le 26 juin 2025. <https://www.gov.br/g20/en/news/cop30-will-be-our-last-chance-to-avoid-an-irreversible-rupture-in-the-climate-system-calls-lula-at-the-final-thematic-session-of-the-g20-brasil-leaders-summit>
- ² Organisation météorologique mondiale (OMM) (10 janvier 2025), L'OMM confirme que 2024 est l'année la plus chaude jamais enregistrée, avec une température supérieure d'environ 1,55 °C aux valeurs préindustrielles. Communiqué de presse. Dernière visite le 26 juin 2025. <https://wmo.int/fr/news/media-centre/lomm-confirme-que-2024-est-lannee-la-plus-chaude-jamais-enregistree-avec-une-temperature-superieure>
- ³ A. Morrison (13 novembre 2024), Fossil fuel CO₂ emissions increase again in 2024. University of Exeter. Dernière visite le 26 juin 2025. <https://news.exeter.ac.uk/faculty-of-environment-science-and-economy/fossil-fuel-co2-emissions-increase-again-in-2024>
- ⁴ Sur la base de l'estimation du budget carbone restant pour une probabilité de 50 % de rester en dessous de 1,5 °C, soit 130 gigatonnes de CO₂, qui serait épuisé en un peu plus de deux ans si les émissions mondiales de CO₂ restaient au niveau de 2024 (42 gigatonnes de CO₂ par an) ; voir le Tableau 1 dans P.M. Forster, C. Smith, T. Walsh, W.F. Lamb, R. Lamboll, C. Cassou, M. Hauser, Z. Hausfather, J.-Y. Lee, M.D. Palmer, et al. (2025), 'Indicators of Global Climate Change 2024: Annual Update of Key Indicators of the State of the Climate System and Human Influence.' Earth System Science Data, 17(6), 2641–80. Dernière visite le 26 juin 2025. <https://essd.copernicus.org/articles/17/2641/2025>
- ⁵ Les émissions liées à la consommation d'un pays comprennent les émissions territoriales et les émissions importées, mais excluent celles liées aux exportations.
- ⁶ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Tableau 2.
- ⁷ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.5.
- ⁸ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Tableau 4.
- ⁹ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.
- ¹⁰ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Tableau 4.
- ¹¹ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.1.
- ¹² Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.7.
- ¹³ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.8.
- ¹⁴ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.10.
- ¹⁵ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 2.2.1.
- ¹⁶ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 2.2.2.
- ¹⁷ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.11.
- ¹⁸ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.8.
- ¹⁹ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.10.
- ²⁰ Cette recherche s'appuie sur de précédents travaux d'Oxfam sur les émissions liées aux investissements des milliardaires. A. Maitland, M. Lawson, H. Stroot, A. Poidatz, A. Khalfan et N. Dabi (2022), Les milliardaires du carbone : Les émissions liées aux investissements des personnes les plus riches du monde. Oxfam. Dernière visite le 15 août 2025. <https://policy-practice.oxfam.org/fr/resources/les-milliardaires-du-carbone-les-emissions-liees-aux-investissements-des-personnes-les-plus-riches-du-monde/> ; M. Alestig, N. Dabi, A. Jeurkar, A. Maitland, M. Lawson, D. Horen Greenford, C. Lesk et A. Khalfan (2024), Les inégalités carbone tuent : Réduire les émissions excessives d'une élite peut favoriser la durabilité de la planète pour tou-te-s. Oxfam International. Dernière visite le 26 juin 2025. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621656/bp-carbon-inequality-kills-281024-fr.pdf>
- ²¹ Greenhouse Gas Protocol (2011), 'Category 15: Investments'. Dans Technical Guidance for Calculating Scope 3 Emissions, 136–52. World Resources Institute et World Business Council for Sustainable Development. Dernière visite le 8 juillet 2025.

https://ghgprotocol.org/sites/default/files/standards_supporting/Chapter15.pdf

- ²² D'après S&P Dow Jones Indices (non daté), S&P Global Trucost Climate Impact Sectors Classification. Dernière visite le 15 août 2025. <https://www.spglobal.com/spdji/en/documents/additional-material/trucost-climate-impact-sectors-classification.pdf>
- ²³ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 2.2.3.
- ²⁴ Banking on Climate Chaos (2025), Fossil Fuel Finance Report 2025. Dernière visite le 26 juin 2025. <https://www.bankingonclimatechaos.org>
- ²⁵ A. Poidatz et T. Dauphin (2021), Climat : CAC degrés de trop – Le modèle insoutenable des grandes entreprises françaises. Oxfam France. Dernière visite le 8 juillet 2025. https://www.oxfamfrance.org/app/uploads/2021/03/rapportOXFAM_CACdegresdetrop_VFF.pdf
- ²⁶ M. Leippold, Z. Sautner et T. Yu (13 août 2024), Corporate Climate Lobbying. Swiss Finance Institute Research Paper No. 24–14, European Corporate Governance Institute Finance Working Paper No. 960/2024. Swiss Finance Institute Research Paper et European Corporate Governance Institute. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://papers.ssrn.com/sol3/Delivery.cfm/4711812.pdf?abstractid=4711812&mirid=1>
- ²⁷ InfluenceMap (9 février 2023), Industry lobbying imbalance putting South Africa's climate goals at risk. Communiqué de presse. Dernière visite le 26 juin 2025. <https://influencemap.org/pressrelease/Industry-Lobbying-Imbalance-Putting-South-Africa-s-Climate-Goals-At-Risk-21162>
- ²⁸ Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) (2023), Provisional list of registered participants: on-site participants – United Arab Emirates Nov/Dec 2023. Dernière visite le 26 juin 2025. <https://unfccc.int/documents/634503>
- ²⁹ P. Dupraz-Dobias (22 novembre 2024), At COP29, Indigenous communities want a say as disaster fund lifts off. Geneva Solutions. Dernière visite le 26 juin 2025. <https://genevasolutions.news/climate-environment/at-cop29-indigenous-communities-want-a-say-as-disaster-fund-lifts-off>
- ³⁰ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (9 septembre 2024), Compensation and damages in investor–state dispute settlement proceedings. Dernière visite le 26 juin 2025. <https://investmentpolicy.unctad.org/news/hub/1746/20240909-compensation-and-damages-in-investor-state-dispute-settlement-proceedings>
- ³¹ P. Greenfield et P. Weston (5 mars 2025), Revealed: how Wall Street is making millions betting against green laws. The Guardian. Dernière visite le 26 juin 2025. <https://www.theguardian.com/environment/2025/mar/05/revealed-how-wall-street-is-making-millions-betting-against-green-laws-isds-aoe>
- ³² Ibid.
- ³³ M. Kaufman (non daté), The carbon footprint sham. Mashable. Dernière visite le 15 août 2025. <https://mashable.com/feature/carbon-footprint-pr-campaign-sham>
- ³⁴ Union of Concerned Scientists (2007), Smoke, Mirrors & Hot Air: How ExxonMobil Uses Big Tobacco's Tactics to Manufacture Uncertainty on Climate Science. Dernière visite le 26 juin 2025. https://www.ucsusa.org/sites/default/files/2019-09/exxon_report.pdf
- ³⁵ Greenpeace USA (non daté), Koch-funded climate denial front groups. Dernière visite le 26 juin 2025. <https://www.greenpeace.org/usa/climate/climate-deniers/front-groups>
- ³⁶ S. O'Donoghue (12 juillet 2024), France's CNews fined for broadcasting climate scepticism unchallenged. Euronews. Dernière visite le 26 juin 2025. <https://www.euronews.com/green/2024/07/12/frances-cnews-fined-for-broadcasting-climate-scepticism-unchallenged>
- ³⁷ A. Shah (10 décembre 2023), The 'dark money ATM of the right' is funneling money to hate groups while hiding donor identities. Salon. <https://www.salon.com/2023/12/10/the-dark-money-atm-of-the-right-is-funneling-money-to-hate-groups-while-hiding-donor-identities>
- ³⁸ M. Alestig, N. Dabi, A. Jeurkar, A. Maitland, M. Lawson, D. Horen Greenford, C. Lesk et A. Khalfan (2024), Les inégalités carbone tuent : Réduire les émissions excessives d'une élite peut favoriser la durabilité de la planète pour tou-te-s. Oxfam International. Dernière visite le 26 juin 2025. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621656/bp-carbon-inequality-kills-281024-fr.pdf>
- ³⁹ Ibid.
- ⁴⁰ Ibid.

- ⁴¹ OMM (2025), L'OMM confirme que 2024 est l'année la plus chaude jamais enregistrée, op. cit.
- ⁴² P. Gutiérrez, T. Ahmedzade, A. Kirk, A. Niranjana et N. de Hoog (20 février 2025), Two-thirds of the earth's surface experienced record heat in 2024. See where and by how much – visualised. The Guardian. <https://www.theguardian.com/environment/ng-interactive/2025/feb/20/two-thirds-of-the-earths-surface-experienced-record-heat-in-2024-see-where-and-by-how-much-visualised>
- ⁴³ A. Morrison (13 novembre 2024), Fossil fuel CO₂ emissions increase again, op. cit.
- ⁴⁴ Forster et al. (2025), Indicators of Global Climate Change 2024, op. cit., section 9. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://essd.copernicus.org/articles/17/2641/2025/#section9>
- ⁴⁵ Le budget carbone est la quantité de CO₂ pouvant encore être rejetée dans l'atmosphère sans provoquer une augmentation des températures mondiales de plus de 1,5 °C à long terme.
- ⁴⁶ Climate Council (16 octobre 2019), Infographic: The difference between 1.5 and 2 degrees warming. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.climatecouncil.org.au/resources/infographic-the-difference-between-1-5-and-2-degrees-warming>
- ⁴⁷ Ibid.
- ⁴⁸ G20 Brasil Leaders' Summit (19 novembre 2024), 'COP30 will be our last chance', op. cit.
- ⁴⁹ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.1.
- ⁵⁰ A. Guterres (12 novembre 2024), Secretary-General's remarks to World Leaders Climate Action Summit at COP29. Secrétaire général des Nations Unies. Dernière visite le 15 août 2025. <https://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2024-11-12/secretary-generals-remarks-world-leaders-climate-action-summit-cop29-delivered>
- ⁵¹ J. Hicke (2020), Quantifying national responsibility for climate breakdown: An Equality-Based Attribution Approach for Carbon Dioxide Emissions in Excess of the Planetary Boundary. The Lancet Planetary Health, 4(9), e399–e404. Dernière visite le 8 juillet 2025. [https://www.thelancet.com/journals/lanph/article/PIIS2542-5196\(20\)30196-0/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanph/article/PIIS2542-5196(20)30196-0/fulltext)
- ⁵² Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.2.
- ⁵³ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.3.
- ⁵⁴ Les émissions liées à la consommation d'un pays comprennent les émissions territoriales et les émissions importées, mais excluent celles liées aux exportations.
- ⁵⁵ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.
- ⁵⁶ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Tableau 4.
- ⁵⁷ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.1.
- ⁵⁸ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.7.
- ⁵⁹ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.8.
- ⁶⁰ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.10.
- ⁶¹ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 2.2.1.
- ⁶² Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 2.2.2.
- ⁶³ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.11.
- ⁶⁴ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.4.
- ⁶⁵ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.5.
- ⁶⁶ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Tableau 2.
- ⁶⁷ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.1.
- ⁶⁸ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.7.
- ⁶⁹ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.7.
- ⁷⁰ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Tableau 4.
- ⁷¹ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Tableau 6.
- ⁷² Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.8.

- ⁷³ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.9.
- ⁷⁴ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.10.
- ⁷⁵ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 1.11.
- ⁷⁶ M. Alestig et al. (2024), Les inégalités carbone tuent, op. cit.
- ⁷⁷ Oxfam International (24 avril 2024), Oxfam reaction to the Global Report on Food Crises 2024. Communiqué de presse. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/oxfam-reaction-global-report-food-crises-2024>
- ⁷⁸ M. Alestig et al. (2024), Les inégalités carbone tuent, op. cit.
- ⁷⁹ Ibid.
- ⁸⁰ Organisation mondiale de la santé (OMS) (2023), Changement climatique. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/climate-change-and-health>
- ⁸¹ UNICEF (2025), Learning Interrupted: Global Snapshot of Climate-Related School Disruptions in 2024. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.unicef.org/media/170626/file/Global-snapshot-climate-related-school-disruptions-2024.pdf>
- ⁸² D. Monteiro Dos Santos, R. Libonati, B.N. Garcia, J.L. Geirinhas, B.B. Salvi, E. Lima e Silva, J.A. Rodrigues, L.F. Peres, A. Russo, R. Gracie, H. Gurgel et R.M. Trigo (2024), 'Twenty-First-Century Demographic and Social Inequalities of Heat-Related Deaths in Brazilian Urban Areas'. PLOS One, 19(1), e0295766. Dernière visite le 15 août 2025. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0295766>
- ⁸³ L'histoire d'Abigail a fait l'objet d'une enquête menée pour le compte d'Oxfam par la journaliste Jannet López Ponce, sur la base d'entretiens avec la famille d'Abigail.
- ⁸⁴ S.I. Seneviratne, X. Zhang, M. Adnan, W. Badi, C. Dereczynski, A. Di Luca, S. Ghosh, I. Iskandar, J. Kossin, S. Lewis, et al. (2021), Weather and Climate Extreme Events in a Changing Climate. Dans Climate Change 2021: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, édité par V. Masson-Delmotte, P. Zhai, A. Pirani, S.L. Connors, C. Péan, S. Berger, N. Caud, Y. Chen, L. Goldfarb, M.I. Gomis, et al., 1513–1766. Cambridge : Cambridge University Press.
- ⁸⁵ A.J. Garner (2023), Observed Increases in North Atlantic Tropical Cyclone Peak Intensification Rates. Scientific Reports, 13, Art. 16299. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.nature.com/articles/s41598-023-42669-y>
- ⁸⁶ M. Alestig et al. (2024), Les inégalités carbone tuent, op. cit.
- ⁸⁷ Ibid.
- ⁸⁸ Doha Debates (5 novembre 2021), Indigenous activist India Logan-Riley's full speech at COP26. YouTube. Dernière visite le 15 août 2025. <https://youtu.be/Qdxa1H4y-hw?feature=shared&t=310>
- ⁸⁹ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 2.1.
- ⁹⁰ D. Carrington (5 mars 2025), Half of the world's CO₂ emissions come from 36 fossil fuel firms, study shows. The Guardian. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.theguardian.com/environment/2025/mar/05/half-of-worlds-co2-emissions-come-from-36-fossil-fuel-firms-study-shows>
- ⁹¹ R. Riddell, N. Ahmed, A. Maitland, M. Lawson et A. Taneja (2024), Multinationales et inégalités multiples : Pourquoi il est urgent d'entrer dans une nouvelle ère d'action publique dans un monde divisé par le pouvoir des multinationales. Oxfam International. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621583/bp-inequality-inc-150124-summ-fr.pdf>
- ⁹² Greenhouse Gas Protocol (2011), 'Category 15: Investments', op. cit.
- ⁹³ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 2.2.1.
- ⁹⁴ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 2.2.2.
- ⁹⁵ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 2.2.3.
- ⁹⁶ CDP (2022), CDP Technical Note: Relevance of Scope 3 Activities by Sector. Dernière visite le 15 août 2025. https://cdn.cdp.net/cdp-production/cms/guidance_docs/pdfs/000/003/504/original/CDP-technical-note-scope-3-relevance-by-sector.pdf?1649687608
- ⁹⁷ M. Lino, P. Doolan, P. Divgi et R. Mehrotra (2022), Closing the Public-Private Environmental Transparency Gap. Bain & Company et CDP. <https://www.bain.com/insights/closing-the->

public-private-environmental-transparency-gap/

- ⁹⁸ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 2.2.4.
- ⁹⁹ D'après S&P Dow Jones Indices (non daté), S&P Global Trucost Climate Impact Sectors Classification, op. cit.
- ¹⁰⁰ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 2.2.5.
- ¹⁰¹ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 2.2.6.
- ¹⁰² Influence Map (2025), Carbon Majors. Dernière visite le 15 août 2025. <https://carbonmajors.org>
- ¹⁰³ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 2.3.
- ¹⁰⁴ Stockholm Environment Institute (SEI), Climate Analytics, E3G, International Institute for Sustainable Development (IISD) et Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (2023), The Production Gap Report 2023: Phasing Down or Phasing Up? Top Fossil Fuel Producers Plan Even More Extraction Despite Climate Promises. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://doi.org/10.51414/sei2023.050>
- ¹⁰⁵ C. McGlade, T. Gould, S. Bennett, T. De Oliveira Bredariol, P. Grimal, J. Hilaire et P. Zeniewski (2023), The Oil and Gas Industry in Net Zero Transitions. Agence internationale de l'énergie. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://iea.blob.core.windows.net/assets/a6e9b926-2349-4bee-856e-4997aab5399f/TheOilandGasIndustryinNetZeroTransitions.pdf>
- ¹⁰⁶ Banking on Climate Chaos (2025), Fossil Fuel Finance Report 2025. Dernière visite le 26 juin 2025. <https://www.bankingonclimatechaos.org>
- ¹⁰⁷ Office of the Attorney General of Texas (7 janvier 2025), Following Attorney General Ken Paxton's urging, all US-based major banks withdraw from anti-oil and gas Net-Zero Banking Alliance. Communiqué de presse. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.oag.state.tx.us/news/releases/following-attorney-general-ken-paxtons-urging-all-us-based-major-banks-withdraw-anti-oil-and-gas-net>
- ¹⁰⁸ A. Poidatz et T. Dauphin (2021), Climat : CAC degrés de trop – Le modèle insoutenable des grandes entreprises françaises. Oxfam France. Dernière visite le 8 juillet 2025. https://www.oxfamfrance.org/app/uploads/2021/03/rapportOXFAM_CACdegresdetrop_VFF.pdf
- ¹⁰⁹ Oxfam International (23 février 2023), French NGOs take BNP Paribas to court in world's first climate lawsuit against a commercial bank. Communiqué de presse. Dernière visite le 15 août 2025. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/french-ngos-take-bnp-paribas-court-worlds-first-climate-lawsuit-against-commercial>
- ¹¹⁰ R. Riddell et al. (2024), Multinationales et inégalités multiples, op. cit.
- ¹¹¹ Federal Reserve Board (2025), Distribution of household wealth in the US since 1989: Corporate equities and mutual fund shares. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.federalreserve.gov/releases/z1/dataviz/dfa/distribute/table/#quarter:141;series:Corporate%20equities%20and%20mutual%20fund%20shares;demographic:networth;population:all;units:shares>
- ¹¹² B. Nykvist et A. Maltais (2022), 'Too Risky – The Role of Finance as a Driver of Sustainability Transitions'. Environmental Innovation and Societal Transitions, 42, 219–31. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2210422422000016>
- ¹¹³ A. Slight (2024), Right-Sizing Corporate Voice: A Briefing for Business on Responsible Political Engagement. Oxfam International. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621613/bp-right-sizing-corporate-voice-300724-en.pdf?sequence=7>
- ¹¹⁴ M. Leippold et al. (13 août 2024), Corporate Climate Lobbying, op. cit.
- ¹¹⁵ Ibid.
- ¹¹⁶ InfluenceMap (mai 2024), The European meat and dairy sector's climate policy engagement: How the meat and dairy industry is influencing the EU's agenda to reduce the climate footprint of diets and livestock. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://influencemap.org/report/The-European-Meat-and-Dairy-Sector-s-Climate-Policy-Engagement-28096>
- ¹¹⁷ M. Gao et J. Huang (2024), Corporate Capture of Congress in Carbon Politics: Evidence from Roll Call Votes. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://ssrn.com/abstract=4130415>
- ¹¹⁸ InfluenceMap (9 février 2023), Industry lobbying imbalance, op. cit.
- ¹¹⁹ Global Witness (15 novembre 2024), Fossil fuel lobbyists eclipse delegations from most climate-vulnerable nations at COP29 climate talks. Communiqué de presse. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://globalwitness.org/en/press-releases/fossil-fuel-lobbyists-eclipse->

[delegations-from-most-climate-vulnerable-nations-at-cop29-climate-talks](#)

- ¹²⁰ J. Watts (2023), One in four billionaire Cop28 delegates made fortunes from polluting industries. The Guardian. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.theguardian.com/environment/2023/dec/12/one-in-four-billionaire-cop28-delegates-made-fortunes-from-polluting-industries>
- ¹²¹ D. Bertarelli (2023), Reflections on COP28: A different path to ocean advocacy. LinkedIn. Dernière visite le 8 juillet 2025. https://www.linkedin.com/posts/donabertarelli_cop28-cop28uae-cop-activity-7137862232675135488-qDD8
- ¹²² Equals (14 décembre 2023), Exclusive investigation: billionaires turned up to COP28 in force. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.equals.ink/p/exclusive-investigation-billionaires>
- ¹²³ P. Dupraz-Dobias (22 novembre 2024), At COP29, Indigenous communities want a say, op. cit.
- ¹²⁴ CCNUCC (2023), Lists of Participants, op. cit.
- ¹²⁵ CARE International UK (12 novembre 2024), COP29: only 8 out of 78 world leaders attending are women. Communiqué de presse. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.careinternational.org.uk/press-office/press-releases/cop29-only-8-out-of-78-world-leaders-attending-are-women>
- ¹²⁶ British Group Inter-Parliamentary Union (BGIPU) (11 mars 2025), Political leadership roles in 2025: men continue to dominate. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.bgipu.org/activity-reports/political-leadership-roles-in-2025-men-continue-to-dominate>
- ¹²⁷ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 2.4.
- ¹²⁸ CCNUCC (2022), Statistics on participation and in-session engagement. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://unfccc.int/process-and-meetings/parties-non-party-stakeholders/non-party-stakeholders/statistics-on-non-party-stakeholders/statistics-on-participation-and-in-session-engagement>
- ¹²⁹ Main basse sur le climat, Note méthodologique, Statistique 2.4.
- ¹³⁰ CCNUCC (2022), Statistics on participation and in-session engagement, op. cit.
- ¹³¹ W.M. Junk, J. Romeijn et A. Rasmussen (2020), 'Is this a Men's World? On the Need to Study Descriptive Representation of Women in Lobbying and Policy Advocacy'. Journal of European Public Policy, 28(6), 943–57. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://doi.org/10.1080/13501763.2020.1767179>
- ¹³² S. Malo (30 mai 2019), UN reform needed to stop corporates fighting climate rules: Nobel laureate Stiglitz. Reuters. <https://www.reuters.com/article/world/un-reform-needed-to-stop-corporates-fighting-climate-rules-nobel-laureate-stiglitz-idUSKCN1SZ04X>
- ¹³³ CNUCED (9 septembre 2024), Compensation and damages, op. cit.
- ¹³⁴ P. Greenfield et P. Weston (5 mars 2025), Revealed: how Wall Street is making millions, op. cit.
- ¹³⁵ Ibid.
- ¹³⁶ Ibid.
- ¹³⁷ Ibid. ; Business Wire (17 septembre 2024), Odyssey Marine Exploration reports win in NAFTA arbitration case. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.businesswire.com/news/home/20240917082379/en/Odyssey-Marine-Exploration-Reports-Win-in-NAFTA-Arbitration-Case>
- ¹³⁸ F. Teixeira (2025), Petrobras gets a win in Amazon drilling push but future licensing in doubt. Reuters. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.reuters.com/sustainability/petrobras-gets-win-amazon-drilling-push-future-licensing-doubt-2025-05-20>
- ¹³⁹ P. Greenfield et P. Weston (5 mars 2025), Fearing toxic waste, Greenland ended uranium mining. Now, they could be forced to restart – or pay \$11bn. The Guardian. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.theguardian.com/environment/2025/mar/05/greenland-mining-energy-transition-minerals-environmental-laws-uranium-rare-earth-toxic-waste-investor-state-dispute-settlement-isds-aoc>
- ¹⁴⁰ Greenpeace International (28 mars 2024), Breaking: major victory for freedom of speech in TotalEnergies case against Greenpeace France. Communiqué de presse. Dernière visite le 15 août 2025. <https://www.greenpeace.org/international/press-release/66110/breaking-major-victory-for-freedom-of-speech-in-totalenergies-case-against-greenpeace-france>
- ¹⁴¹ M. Kaufman (non daté), The carbon footprint sham, op. cit.

- ¹⁴² Union of Concerned Scientists (2007), *Smoke, Mirrors & Hot Air*, op. cit.
- ¹⁴³ Greenpeace USA (non daté), *Koch Industries: secretly funding the climate denial machine*. Dernière visite le 15 août 2025. <https://www.greenpeace.org/usa/climate/climate-deniers/koch-industries>
- ¹⁴⁴ A. Bychawski (4 mai 2022), *Exclusive: influential UK net-zero sceptics funded by US oil 'dark money'*. openDemocracy. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.opendemocracy.net/en/dark-money-investigations/global-warming-policy-foundation-net-zero-watch-koch-brothers>
- ¹⁴⁵ P. Stone (5 septembre 2023), *Texas fracking billionaire brothers fuel rightwing media with millions of dollars*. The Guardian. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.theguardian.com/us-news/2023/sep/05/texas-fracking-billionaire-brothers-prageru-daily-wire>
- ¹⁴⁶ C. Guillou (21 juillet 2024), *Le plan du milliardaire Pierre-Edouard Stérin pour « permettre la victoire » de la droite et de l'extrême droite*. Le Monde. Dernière visite le 8 juillet 2025. https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/07/21/le-plan-du-milliardaire-pierre-edouard-sterin-pour-permettre-la-victoire-de-la-droite-et-de-l-extreme-droite_6254183_823448.html
- ¹⁴⁷ T. Bourgeron (8 juillet 2024), *France's far-right has rich backers, and for good reason*. Jacobin. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://blogs.mediapart.fr/jacobin/blog/080724/france-s-far-right-has-rich-backers-and-good-reason>
- ¹⁴⁸ S. O'Donoghue (12 juillet 2024), *France's CNews fined*, op. cit.
- ¹⁴⁹ S. Bright (30 mai 2024), *GB News gives dozens of appearances to UK's main climate denial group*. DeSmog. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.desmog.com/2024/05/30/gb-news-gives-dozens-appearances-to-uk-main-climate-denial-group-global-warming-policy-foundation>
- ¹⁵⁰ S. Bright et J. Grostern (30 octobre 2023), *GB News owner's hedge fund has \$2.2 billion fossil fuel investments*. DeSmog. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.desmog.com/2023/10/30/gb-news-owner-hedge-fund-paul-marshall-wace-fossil-fuel-investments>
- ¹⁵¹ G. Girardi, C. Amorim, Á. Justen et R. Oliveira (25 octobre 2023), *Brazil: the climate change disinformation business*. Latin America Bureau. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://lab.org.uk/brazil-the-climate-change-disinformation-business>
- ¹⁵² S. Connor (24 janvier 2013), *Exclusive: billionaires secretly fund attacks on climate science*. The Independent. <https://www.independent.co.uk/climate-change/news/exclusive-billionaires-secretly-fund-attacks-on-climate-science-8466312.html>
- ¹⁵³ A. Shah (10 décembre 2023), *The 'dark money ATM of the right'*, op. cit.
- ¹⁵⁴ ONU Femmes (6 mars 2025), *Un pays sur quatre fait état d'un recul des droits des femmes en 2024*. Communiqué de presse. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.unwomen.org/fr/nouvelles/communique-de-presse/2025/03/un-pays-sur-quatre-fait-etat-dun-recul-des-droits-des-femmes-en-2024>
- ¹⁵⁵ Voir par exemple : UK Home Office (octobre 2024), *Official Statistics: Hate Crime, England and Wales, Year Ending March 2024*. Dernière visite le 15 août 2025. <https://www.gov.uk/government/statistics/hate-crime-england-and-wales-year-ending-march-2024/hate-crime-england-and-wales-year-ending-march-2024> ; Al Jazeera (11 mars 2025), *Anti-Muslim hate hits new high in US: advocacy group*. Dernière visite le 15 août 2025. <https://www.aljazeera.com/news/2025/3/11/anti-muslim-hate-hits-new-high-in-us-advocacy-group> ; France24 (20 mars 2024), *French hate crimes surged in wake of Gaza war, government report shows*. Dernière visite le 15 août 2025. <https://www.france24.com/en/europe/20240320-french-hate-crimes-surged-after-outbreak-of-gaza-war-government-report-shows>
- ¹⁵⁶ D. Luneau (23 septembre 2023), *New FBI data: anti-LGBTQ+ hate crimes continue to spike*. Communiqué de presse. Human Rights Campaign. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.hrc.org/press-releases/new-fbi-data-anti-lgbtq-hate-crimes-continue-to-spike-even-as-overall-crime-rate-declines> ; Stonewall (5 octobre 2023), *New data: rise in hate crime against LGBTQ+ people continues, Stonewall slams UK gov 'inaction'*. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.stonewall.org.uk/news/new-data-rise-hate-crime-against-lgbtq-people-continues-stonewall-slams-uk-gov> ; L. Guillot et G. Coi (15 mai 2024), *Violence against LGBTQ+ people on the rise in Europe, report says*. Politico. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.politico.eu/article/violence-lgbtq-rights-rise-europe-report>
- ¹⁵⁷ A. Alemanno (30 juillet 2024), *Time to regulate 'lobbied emissions'*. The Good Lobby. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.thegoodlobby.eu/time-to-regulate-lobbied-emissions-2>
- ¹⁵⁸ E. Pattee (12 octobre 2021), *Forget your carbon footprint. Let's talk about your climate shadow*.

Mic. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.mic.com/impact/forget-your-carbon-footprint-lets-talk-about-your-climate-shadow>

- ¹⁵⁹ Nations Unies (22 septembre 2022), Barbados - Prime Minister addresses United Nations general debate, 77th session. YouTube. Dernière visite le 15 août 2025. https://www.youtube.com/watch?v=y4IUZK1YJNo&ab_channel=UnitedNations
- ¹⁶⁰ A. Khalfan, A. Nilsson Lewis, C. Aguilar, M. Lawson, S. Jayoussi, J. Persson, N. Dabi et S. Acharya (2023), Climate Equality: A Planet for the 99%. Oxfam International. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/climate-equality-a-planet-for-the-99-621551>
- ¹⁶¹ PNUD (31 juillet 2024), Les savoirs autochtones sont essentiels pour lutter contre le changement climatique. Voici pourquoi. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://climatepromise.undp.org/fr/news-and-stories/les-savoirs-autochtones-sont-essentiels-pour-lutter-contre-le-changement>
- ¹⁶² A. Khalfan et al. (2023), Climate Equality: A Planet for the 99%, op. cit.
- ¹⁶³ K. Pickett et R. Wilkinson (2010), The Spirit Level. Penguin Books ; S. Bienstman (2023), Does Inequality Erode Political Trust? Dernière visite le 15 août 2025. <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fpos.2023.1197317/full> ; A. Khalfan et al. (2023), Climate Equality: A Planet for the 99%, op. cit.
- ¹⁶⁴ J. Hasell, B. Rohenkohl, P. Arriagada, E. Ortiz-Ospina et M. Roser (non daté), Poverty. Our World in Data. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://ourworldindata.org/poverty>
- ¹⁶⁵ CCNUCC (1992), Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Dernière visite le 15 août 2025. <https://unfccc.int/resource/docs/convkp/convfr.pdf>. Plus précisément, l'Article 3 (Principes) et l'Article 4 (Engagements), qui établissent respectivement les principes de responsabilités communes mais différenciées et de capacités respectives, et la nécessité de promouvoir le développement durable ; Nations Unies (2015), Accord de Paris. Dernière visite le 15 août 2025. https://unfccc.int/sites/default/files/french_paris_agreement.pdf.
- L'Article 2, paragraphe 1(a) vise à renforcer la riposte mondiale à la menace des changements climatiques « en contenant l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels, étant entendu que cela réduirait sensiblement les risques et les effets des changements climatiques ». L'Article 2.2 stipule qu'il sera appliqué conformément à l'équité et au principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives.
- ¹⁶⁶ J. Hickel (2020), Quantifying National Responsibility for Climate Breakdown, op. cit.
- ¹⁶⁷ Civil Society Equity Review. <https://www.equityreview.org>. Dernière visite le 8 juillet 2024.
- ¹⁶⁸ Oxfam International (10 janvier 2025), Richest 1% burn through their entire annual carbon limit in just 10 days. Communiqué de presse. Dernière visite le 15 août 2025. <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/les-1-les-plus-riches-flambent-leur-budget-carbone-annuel-en-seulement-10-jours> ; T. Gore (2021), Les inégalités des émissions en 2030 : L'empreinte carbone par habitant et l'objectif de 1,5 °C. Oxfam. Dernière visite le 15 août 2025. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621305/bn-carbon-inequality-2030-051121-fr.pdf>
- ¹⁶⁹ E. Seery et D. Jacobs (11 avril 2023), False Economy: Financial wizardry Won't Pay the Bill for a Fair and Sustainable Future. Oxfam. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://www.oxfam.org/en/research/false-economy-financial-wizardry-wont-pay-bill-fair-and-sustainable-future>
- ¹⁷⁰ A. Khalfan et al. (2023), Climate Equality: A Planet for the 99%, op. cit.
- ¹⁷¹ V. Clement, K.K. Rigaud, A. de Sherbinin, B. Jones, S. Adamo, J. Schewe, N. Sadiq et E. Shabahat (2021), Groundswell Part 2: Acting on Internal Climate Migration. Banque mondiale. Dernière visite le 8 juillet 2025. <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/2c9150df-52c3-58ed-9075-d78ea56c3267>
- ¹⁷² Organisation internationale du Travail (2024), World Social Protection Report 2024–2026: Universal Social Protection for Climate Action and a Just Transition: Chapter 2. From Climate Crisis to a Just Transition: The Role of Social Protection. Dernière visite le 8 juillet 2025. https://webapps.ilo.org/static/english/reports/flagship/world_social_protection_report_2024-26/Chapter%202.html
- ¹⁷³ K. MacDonald et H.A. Patrinos (22 mai 2024), Investment in education quality is needed to enable green technological innovation and adoption. Blogs de la Banque mondiale. Dernière visite le 14 août 2025. <https://blogs.worldbank.org/en/developmenttalk/investment-education->

[quality-needed-enable-green-technological-innovation-and](#) ; UNESCO (non daté), L'UNESCO à la COP 28 : faire de l'éducation la solution à long terme à la crise climatique. Dernière visite le 14 août 2025. <https://www.unesco.org/fr/articles/lunesco-la-cop-28-faire-de-leducation-la-solution-long-terme-la-crise-climatique>

¹⁷⁴ A. Khalfan et al. (2023), Climate Equality: A Planet for the 99%, op. cit.

À propos d'Oxfam

Oxfam est un mouvement citoyen mondial, réunissant des personnes déterminées à combattre les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices. Nous travaillons dans plus de 70 pays de différentes régions avec un réseau de milliers de partenaires et d'alliés, pour aider les communautés au quotidien, renforcer leur résilience et protéger les vies et les moyens de subsistance en temps de crise. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou consulter www.oxfam.org.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Colombie (www.oxfamcolombia.org)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org),

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Oxfam KEDV (www.kedv.org.tr)

Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Danemark (www.oxfam.dk)

Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

Oxfam Pilipinas (www.oxfam.org.ph)